

Louviers 1977

tribune socialiste

n° 731 — 4 F
du 23 FEVR. au 3 MARS 77

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

LA COMMUNE AUX TRAVAILLEURS



*Pour contrôler la commune:
une charte communale,
des listes communes.*



ENSEMBLE
BATTONS LA DROITE

**MICHEL
JOBERT**
LA COMMUNE
AUX TRAVAILLEURS!



avec
JQUES CHIRAC

PARIS
NE DOIT
PAS ÊTRE
DÉFIGURÉ

PARIS
NE DOIT
PAS ÊTRE
DÉTRUIT

Effort de chacun
pour une
démocratie vivante

MICHEL
JOBERT
ET RENOUVEAU PARIS.

MICHEL
JOBERT

JOBERT
JOBERT
JOBERT

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tiemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rubriques :

- Où va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Luttés en classes : Stéphane Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Desliat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F

pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

Louviers : le pouvoir restitué aux citoyens, *C. Wagny* P. 4/5
Le songe d'Attali, *F. Turquan* P. 6

Les exclus de l'intérieur

Les filles d'Aix, *M. Ribes* P. 7

Briser la chaîne

CGT : le poids des échéances, *Y. Sparfel* P. 8/9
Quel socialisme pour les salariés agricoles ? *D. Terrien* P. 10

Notre dossier

Les propositions du PSU

Le premier round, *M. Mousel* P. 11
La bêtise est insondable, *C.-M. Vadrot* P. 11
Des élus PSU pour vous aider à prendre votre ville en main P. 12/13
Villes vivantes : Nîmes, Louviers P. 14

Le pire

Les écologistes aux municipales, *C.-M. Vadrot* P. 16
Nucléaire : candidats, répondez !, *M. Martin* P. 17

Et pourtant elle tourne

Algérie : dégel politique ou confirmation du régime P. 18/19
Répression dans les pays de l'Est, *DPN* P. 20
Après Strasbourg, *M. Camouis* P. 20

Les armes de la critique

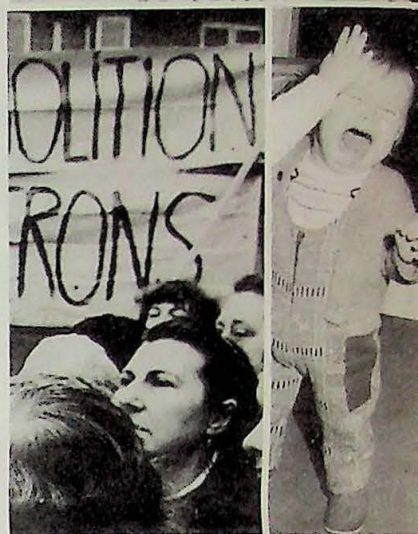
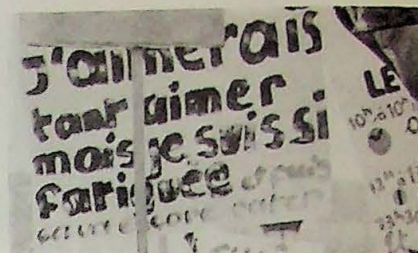
Daniel Schmid à *Tribune socialiste* : « Le philosémite est aussi dangereux que l'antisémite », propos recueillis par *Fabian Gastellier* P. 21

Le temps de lire

Julio Cortazar : un fameux Cronope, *M. Lay* P. 22

La télé

Points de vue, *R. Lanarche* P. 23



courrier des lecteurs



• Un récent abonné de Rennes nous fait part de ses premières impressions dans une longue lettre qu'à regret nous ne pouvons

publier *in extenso*. « En prenant mon abonnement à *Tribune socialiste*, j'aimerais vous faire part de quelques considérations [...]. Je ne m'explique pas pourquoi le PSU qui a une audience non négligeable a un journal comme *TS*. En effet, malgré une amélioration sensible (notamment depuis le début de l'année), *TS* reste un journal fait par des militants du PSU (ce qui est normal) et pour des militants du PSU (ce qui l'est moins, les moyens de diffusion devant être tournés vers l'extérieur pour faire connaître nos positions). En effet, il est nécessaire de connaître un minimum d'économie pour lire un certain nombre d'articles (ce n'est malheureusement pas le cas de tout le monde). Certains articles culturels également sont difficilement accessibles : c'est le cas de l'article sur Titus Carmel dans le n° 722, ou, par ailleurs, celui d'Alain Joze sur

la gauche et la dissuasion nucléaire dans le n° 718, qui réclamait un certain nombre de connaissances historiques et politiques. [...] Cela dit, je lis *TS* avec intérêt, d'autant croissant que l'amélioration est constante, même s'il m'arrive de « buter » sur certains articles, ce qui devient rare.

Les difficultés rencontrées par nos lecteurs à la lecture de *TS* ne constitue pas un fait nouveau. Nous nous efforçons chaque fois que nous le pouvons, de les prévenir. Quant à certains articles, ils réclament, c'est vrai, quelques connaissances : économiques, historiques, etc. N'est-ce pas aussi le but du journal que d'inciter à la lecture, que d'obliger à combler quelques lacunes ?

• Christian M., de Blon-sur-Seine, pense que l'article de *TS* n° 729,

dans lequel Alain L. témoignait sur la façon dont le procès dont il a été l'objet s'était déroulé, ne méritait pas qu'on s'y attarde si longuement. « Si vous aviez donné la parole à Victor Hugo, à Beethoven ou à Karl Marx, nous aurions eu au moins quelque chose à lire ! Au lieu de cela, vous n'intervenez pas. Et vous nous laissez seuls, avec nous-mêmes, seuls avec une querelle de palais de justice. »

A vrai dire nous pensons que le témoignage d'Alain suffisait à éclairer l'exclusion dont il était victime du fait de son homosexualité. L'homosexualité, c'est vrai, dérange. Tout y contribue. Pouvons-nous, y compris vis-à-vis de nous-mêmes, la rendre moins culpabilisante ? Très certainement. Notre société est malade de ses tabous. Guérissons-la tous ensemble. ■



Than : un mort

Mercredi soir, 16 février, il est 19 h 20. Sans précautions aucune, on fait traverser la Thur en crue à deux jeunes soldats du 12^e RG de Mullheim (RFA), sans entraînement sérieux, sans gilet de sauvetage, sans encordage, sans préalablement avoir reconnu la berge en face... Au moment où l'un des deux jeunes met pied à terre, le bateau chavire. C'est la noyade, presque inévitable. Le jeune soldat rescapé, de cette lamentable aventure, erre, lui, une partie de la nuit, entre la Thur et la nationale Thann-Bitschwiller...

La législation sur la sécurité du travail restera-t-elle toujours lettre morte ? ■

préparation des municipales deux meetings

- Le 4 mars, à Croix (Nord), avec Pierrot Régnier, membre du Bureau national du PSU.
- Le 4 mars également, au Havre, avec Michel Mousel, secrétaire national du PSU. ■

éditorial leur morale et la nôtre

PAUVRE Giscard ! Après tout ce que Chirac lui a fait subir, il ne manquait plus qu'un Amalrik... Et juste avant les élections municipales ! Que représente-t-il, d'ailleurs, cet Amalrik ? Un vague comité de dissidents, quelques intellectuels. Qu'est-ce que ça pèse à l'échelle planétaire, face aux super-grands, aux intérêts des puissances et des Etats ? Et voici que le « rapport des forces » contraint le héraut de la « société à partir de l'homme » à la médiocre prudence d'un Gerald Ford refusant une entrevue à Soljenitsyne. Dérisoire.

« Soyons sérieux » nous explique la presse bien pensante. « Les sentiments et la morale sont une chose, mais la politique en est une autre. Le pouvoir a des servitudes. Fallait-il recevoir Amalrik au risque de compromettre le prochain voyage de Brejnev à Paris ? Et la conférence de Belgrade, vous y avez pensé ? Sans compter notre rôle au Proche-Orient (parfaitement ! le métro du Caire ça compte...). Jimmy Carter, lui, peut se permettre de faire de la morale, d'écrire à Sakharov, de recevoir Boukovski, de « purifier » la CIA. Il en a les moyens. Mais nous ? Ah ! parlez-moi d'un bon rapport de forces...

Pauvre Jean d'Ormesson ! Comment pourrait-il expliquer aux lecteurs du *Figaro* que, pour lui et ses amis politiques, la liberté en URSS est une bonne et belle chose tant qu'elle n'y existe pas ? Qu'un dissident soviétique emprisonné leur est bien plus utile qu'un Amalrik sonnante à la grille de l'Elysée ? Bref, que le goulag est un admirable allié dans leur lutte contre le mouvement ouvrier ? Tant que les dissidents soviétiques demeurent de petits groupes isolés, sans liens réels avec les travailleurs, ils ont droit aux grands discours de nos « belles âmes ». Cette semaine la presse suinte littéralement de « morale ».

Mais demain ? Si la force morale des contestations rejoint la force sociale de la classe ouvrière pour s'engager sur une voie inédite ? Gageons que nos moralistes retrouveront le bon vieux langage « réaliste » des « rapports de forces ».

LES classes dirigeantes occidentales ont probablement renoncé à réinstaller des régimes capitalistes à l'est de l'Europe. Rapport de forces oblige. Alors, tout compte fait, ils préfèrent que s'y

maintiennent des régimes staliniens. C'est plus sûr et ça peut servir. Le « réaliste » Kissinger, qui s'y connaissait en « rapports de forces » ne le cachait pas.

Gageons que le prédicateur qui vient de s'installer à la Maison Blanche ne reniera rien de cette « doctrine Sonnenfeldt » comme on l'a appelée. S'il s'adresse à Sakharov, ce n'est pas pour l'aider à déserrer l'étau, mais pour marquer des points dans les négociations engagées avec l'URSS. S'il reçoit Boukovski, c'est pour amuser le tapis et satisfaire certains de ses électeurs, et non pour favoriser l'émergence de la morale sur la scène politique.

Certains dissidents soviétiques s'adressent aux dirigeants des pays capitalistes pour qu'ils les soutiennent. Ils invoquent la morale et en appelle à la « conscience de l'Occident ». Ils se trompent de porte. Andréi Amalrik vient d'en faire l'expérience. Ce n'est pas de ce côté-là que les opposants soviétiques trouveront leur plus solide soutien, mais dans l'opinion publique ouvrière et progressiste.

PAR la « doctrine Sonnenfeldt » est à double tranchant : en associant la stabilité du stalinisme à celui du capitalisme, en vertu de « l'équilibre des forces », elle associe, du même coup, ceux qui luttent contre la bourgeoisie et ceux qui s'opposent à la bureaucratie stalinienne.

Les dissidents bulgares, tchèques ou soviétiques, les ouvriers polonais et allemands de l'Est, et les travailleurs de l'Occident capitaliste ont en définitive les mêmes adversaires : ceux qui veulent, au nom des « rapports de forces », maintenir leur domination.

Oui, c'est vrai, nous luttons pour un système social débarrassé de l'oppression. En ce sens notre « politique » et notre « morale » sont en parfaite concordance. Jean Daniel croit découvrir des maximes telles que : « Seule la vérité est révolutionnaire » ou « la liberté est celle de ceux qui pensent autrement ». Il estime qu'elles passaient « pour être démodées, poussiéreuses, réactionnaires ».

Il a tort. Elles n'ont jamais cessé de faire partie du patrimoine des révolutionnaires.

Léo GOLDBERG ■

humeur : oui ou non ?

La santé de *Tribune socialiste* est plus que précaire. Pour sauver le journal il faudra se battre. La campagne de promotion doit reprendre.

Votre avis lecteurs ? Votre avis lectrice ?

**Ecrivez à *Tribune socialiste*
Promotion, 9, rue Borromée, 75015 PARIS**

La rédaction ■

où va la France ?

Louviers : le pouvoir restitué au citoyen

A 100 km de Paris et 30 de Rouen, aux portes de la ville nouvelle du Vaudreuil, Louviers regroupe dans la vallée de l'Eure quelque 20 000 habitants. Veille église et colombages anciens côtoient le béton neuf qui rapièce les ruines de la dernière guerre. La chimie, l'électricité, le plastique ou la pharmacie relaient désormais le textile qui fit hier la réputation de la cité drapière. Rien que de très banal en somme. Mais la carrière municipale de la ville est étonnante. Hier mendésiste bien sûr (PMF l'a représentée au Parlement de 1965 à 1969), la municipalité d'aujourd'hui se réclame de l'autogestion socialiste. De quoi s'agit-il ?

« La mairie, souligne Henri Fromentin, maire de la ville, est lieu de rencontres, de débats, un forum permanent où l'imagination a libre cours et où les notions de service public et d'intérêt collectif priment toutes les autres. » Créer partout des structures de démocratie directe, rendre le pouvoir au citoyen, briser le clivage entre élu et non-élu, ce sont les buts que se sont fixés le Comité d'action de gauche, triomphalement installé à la mairie depuis l'été 1976, à la suite de trois élections partielles victorieuses.

le Loverien fait Louviers

La centaine de militants du Comité d'action de gauche, a réussi, en quelques mois, à bouleverser les structures de décisions et les méthodes de gestion municipale ; malgré une opposition de droite (12 conseillers sur 27) qui dénonce sans relâche la politisation de la vie communale. Six commissions populaires ouvertes à tous remplacent les habituelles commissions municipales réservées aux seuls élus. Elles sont souveraines. Elles remportent des succès.

Ainsi en matière d'urbanisme. La commission responsable part d'une exposition sur le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme,

regroupe une quarantaine de participants, définit des contre-propositions. Son travail est popularisé par une exposition itinérante. Une plaquette d'information (plan, schémas, explications simples) est diffusée à toute la population ; des soirées-débats sont organisées dans tous les quartiers. L'urbanisme devient l'affaire de tous.

Un Atelier municipal d'urbanisme met certes sa compétence technique et son expérience d'animateur au service des habitants. Travaillant sur des enquêtes sociologiques, des projets d'Etat (SDAU, POS), des dossiers sur l'économie régionale, il favorise l'expression des besoins en animant expositions et réunions-débats, dans les quartiers et facilite la synthèse des propositions en organisant périodiquement des réunions qui concernent l'ensemble des projets de la commune. Car, il faut éviter l'atomisation : l'urbanisme n'est pas l'addition de projets fragmentaires où les logements, les commerces, les lieux de travail et les transports tireraient à hue et à dia, en s'ignorant les uns les autres. Mais le rôle des techniciens, qui participent aux commissions municipales, est seulement de conseil et d'information ; de décision, jamais.

Un exemple concret de réalisation ?

l'administration neutre ?

Quand il faut informer la population, la ville recourt aux envois en nombre ; elle utilise les PTT dont les tarifs sont dans ce cas moins élevés. Dès le second envoi, le receveur des PTT avisait la municipalité que ce type de texte politique ne pouvait bénéficier du tarif. Les candidats de la liste de droite ont pourtant pu, par ce biais, adresser leur propagande électorale. Il est vrai qu'eux ne font pas de politique, c'est d'ailleurs écrit dans leur appel...

Quand il faut informer les chômeurs des avantages que la ville leur donne, de l'existence d'une commission emploi, la municipalité fait appel à l'agence de l'emploi. Celle-ci refuse de diffuser l'information. Le directeur fait mettre les « tracts » à la corbeille.

Quand le Comité d'action de gauche colle ses affiches, il rencontre maintenant le SAC qui patrouille dans la ville.

Le représentant local de M. Poniatowski démentira sûrement qu'une quelconque concertation...

C.W. ■

Plusieurs dizaines de Lovériens sur le terrain, un soir de la semaine dernière. D'autres aussi, sur le chantier de l'école de la ZAC, qui, aux réunions de chantier, contrôlent l'avancement et la qualité des travaux. Ceux-là sont les représentants d'un comité de quartier qui s'est durement battu il y a deux ans, soutenu par le CAG, pour obtenir une école. Une école définie et conçue par les habitants du quartier.

« L'habitant fait l'habitat : le Lovérien fait Louviers ». La formule a, dans le système ses limites ; mais elle est ici une réalité qui se concrétise chaque jour.

la culture, service public

Cette participation « ni octroyée ni contrôlée », s'étend à tous les secteurs. Ainsi la culture : « La municipalité a décidé de faire de la culture un

véritable service public financé par l'impôt et conçu comme une priorité, au même titre que la distribution de l'eau ou le ramassage des déchets ménagers, ou les réalisations scolaires [...] Nous sommes fermement décidés à agir pour que le savoir n'appartienne plus à une minorité qui, le plus souvent, possède aussi l'argent et détient les moyens de production. Le savoir, c'est le pouvoir. Rendre le pouvoir au citoyen, c'est lui apporter les moyens de ce savoir. Il faut donc agir très vite pour que ce savoir, confisqué par les classes dominantes, soit rendu à l'ensemble des citoyens. »

En octobre 1976, la « fête du livre », rassemble deux mille personnes. On distribue des livres : le principe de la gratuité totale des services culturels devient réalité. On interpelle les auteurs invités à la fête, on les chahute un peu : car la culture est participation et libération de l'expression. Et

à lire avant les municipales

164 pages, 18 francs. Ed. Syros, coll. « Points chauds ».



la fête démythifie le livre, en fait une chose à la portée de tous et non d'une élite privilégiée. Pas d'illusions pourtant : l'expérience à ses limites. La gratuité, qui s'attaque au blocage de l'argent, ne résout pas tout, la participation populaire reste prisonnière de longues habitudes de silence respectueux devant le livre, l'écrivain, la culture et le contenu des textes offerts, leur langage ne vont pas toujours dans le sens d'une critique sociale stimulante.

loisir actif contre loisir passif

En février 1977, c'est jour de fête à la maison des jeunes. Trois jours durant, c'est toute la ville qui est en fête. Fête spéciale : car, pour le CAG, la culture est une fête qui doit donner envie de créer, stimuler le besoin de dire, de faire, de s'épanouir, de se libérer. Un des responsables définit ainsi cette politique culturelle : « Je ne vais pas énumérer une suite d'activités avec leurs moyens, leurs besoins, leurs techniques. Ce sera le rôle des participants. Il faut axer l'animation de la maison des jeunes sur la prise en charge par les participants, pour éviter, le plus possible, le loisir passif. Il faut encourager le loisir actif qui permet de recréer des activités diverses, choisies par les jeunes et qu'ils cherchent à exprimer.

Amener les participants à se distraire, à s'informer, à se gérer eux-mêmes : les animateurs ne sont là que pour fournir les moyens techniques tout en laissant le choix et en répondant à toute demande. » Pour la commission d'animateurs, ce qu'il faut développer d'abord, c'est l'encouragement à la création et à l'expression libre.

vers des municipalités de quartiers

Rendre le pouvoir au citoyen, c'est le lui donner aussi là où il vit. Dans le quartier, la municipalité vient de donner son accord, dans un grand ensemble, à l'installation d'une véritable municipalité de quartier. Avec ses commissions ouvertes à tous, cette même transparence de la vie municipale.

Les parents préparaient ce samedi-là, avec les enfants et le concours des employés municipaux, le carnaval de Mardi-Gras. La garde des enfants en crèche est assuré par les parents eux-mêmes et non par des salariés. Des appartements retenus par la ville groupent services sociaux, crèches,

animation culturelles, bibliothèque. Les services rendus sont pris en charge par les habitants du groupe d'immeuble. Une somme globale versée par la ville sera directement gérée par le comité de quartier.

autogestion ou programme commun ?

L'action du comité d'action de gauche, dans lequel les camarades du PSU sont les seuls militants organisés, pourrait se réclamer du fameux slogan : « contrôler aujourd'hui, pour décider demain ». Pour les Lovériens, pour nombre d'organisations extérieures au CAG, la pratique quotidienne de la municipalité, prouve la validité de la perspective autogestionnaire. Des commissions ouvertes, la parole donnée à tous lors de la réunion du conseil, des élus auxquels on ne fait pas, une fois pour toutes,

confiance mais qui délibèrent sans cesse avec les autres citoyens, le rejet permanent de la compétence d'une minorité : autant d'options qui justifient et la virulence hostile de la droite et les réserves — parfois agressives — des signataires du programme commun.

La droite ? Soumise à une pression populaire constante, elle part battue. Sa reprise en main locale par sa fraction la plus musclée directement appuyée par le SAC, sa collusion avérée avec les autres services préfectoraux dans la préparation du POS, la rendent peu crédible. Quant aux signataires du programme commun, ils persistent à contester l'hégémonie du CAG. Et, en 1976, lors d'élections partielles, la liste PC-PS va jusqu'à refuser de se désister, au second tour, pour la liste autogestionnaire !

L'amertume causée par cette défection reste forte. Mais même en l'oubliant, comment accepterions-nous une liste où le CAG et le PSU n'auraient pas la majorité et où ils devraient, en prime, se ranger sous la bannière d'un programme commun de gouvernement dont les orientations sont fort éloignées du slogan « informations, participation, contrôle » cher au CAG ? Aux municipales de mars 1977, le CAG se présentera sous son seul drapeau.

Et voter pour le CAG, à Louviers, ce n'est pas seulement reconduire un comité qui lutte, sur le terrain municipal, pour décentraliser les responsabilités, favoriser la participation réelle

des citoyens aux décisions qui les concernent, « faire naître une collectivité locale majeure » selon l'expression de R. de Caumont. Le CAG, c'est aussi, localement, un mouvement politique qui soutient les campagnes nationales anticapitalistes et propose une autre voie que les partis réformistes.

Christophe WARGNY ■

une priorité : l'information

« Une permanence recueille l'information venant des citoyens. Ceux-ci sont reçus par un élu et non-élu qui dirige les demandeurs vers la commission concernée. Ces permanences elles aussi permettent de déceler les préoccupations et les centres d'intérêt des habitants.

» Les comités de quartier peuvent compter sur nous pour la publicité de leurs travaux ; la mairie leur donne tous les moyens techniques pour diffuser leur information. Tous les groupes locaux peuvent disposer de machines à écrire et de ronéos, à la mairie. Pas d'exclusive. » Pour Elisabeth Boutelet, adjointe à l'information et secrétaire de la section du PSU, c'est le minimum. Il a été mis en place en quelques semaines.

L'information conditionne la généralisation du contrôle populaire sur la vie municipale. Pour la municipalité, c'est une fonction clé. Encore une fois, le savoir, c'est le pouvoir. « Depuis, ajoute Elisabeth, une commission publique sur l'information, son contenu, sa forme, sa fréquence est en place. Un affichage hebdomadaire, un emplacement fixe dans l'hebdomadaire local ont été obtenus. Mais il nous faudra sans cesse trouver des moyens rares, susceptibles d'attirer l'attention et surtout de susciter des réponses. Toute carence de notre part serait durement ressentie dans toutes les structures. »

Tous ceux qui participent à l'une des structures de démocratie directe, toutes les associations sont régulièrement informés de l'état des travaux et des débats. Six fois en quatre mois, l'ensemble de la population a reçu un dossier complet. Parce qu'un choix s'imposait, pour que les documents soient accessibles à tous, pour que les nécessités techniques ne servent pas d'écran aux choix politiques. Les sujets en étaient variés : la construction d'un hôpital, le fonctionnement des commissions, la définition des schémas d'urbanisme, le budget...

C.W. ■

municipales : accords sur Paris

A Paris, des listes d'union de la gauche ont été composées pour les 18 secteurs. Elles réunissent, comme le prévoit l'accord, les partis signataires du Programme commun (CF, PS, MRG) et les autres formations de gauche qui n'en sont pas signataires (PSU et gaullistes d'opposition).

Le PSU sera présent dans 4 secteurs : les 6^e, 9^e, 10^e et 14^e arrondissements, avec pour candidats : Pascal Dorival (6^e), Serge Depaquit (9^e), Michel Mousel (10^e) et Claude Bourdet (14^e).

LIBRAIRIE

Liste N° 9

Spéciale « élections municipales »

- EDITIONS SYROS
Louviers : sur la route de l'autogestion ? Ch. Wargny 18,00
- EDITIONS LE CERF
Les femmes à la mairie. Nous conseillères municipales 20,00
- EDITIONS OUVRIERES
La politique locale des transports : F. Troger 25,00
L'action culturelle et le budget municipal, J. Verpraet, A. Lefebvre 29,00
L'information dans la cité, R. Beaunez et F. Kohn 30,00
La commune, son budget, ses comptes, F. Giquel 32,00
Le conseil municipal, le maire, les adjoints, J. Fonteneau 16,00
La commune et l'environnement 21,50

Pour tout achat de F 100,00 minimum
REMISE 10 %, expédition franco

Adresser la commande accompagnée du règlement à :
EDITIONS SYROS : 9, rue Borromée, 75015 PARIS - CCP 19 706 28
PARIS

le songe d'Attali

Tout le monde connaît le *Candide* de Voltaire, où l'ineffable professeur Pangloss, caricature du philosophe Leibniz, ne cesse de proclamer, au milieu des pires catastrophes, que « tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes ».

Voltaire et Leibniz sont morts, mais l'esprit de Pangloss vit encore ! Le dernier colloque du Parti socialiste en est l'éclatante démonstration. Tout va être pour le mieux dans le meilleur des mondes, en effet ! Capitalistes (petits et grands), travailleurs, fonctionnaires, tous vont prospérer et se multiplier sous l'égide bienveillante de François Mitterrand et de ses apôtres Rocard, Attali, Delors, Bachy et autres...

Le Parti socialiste est-il arrivé au bout du marathon de l'opportunisme ? On peut l'espérer, mais ce n'est pas

trusts capitalistes. Le crédit demeure, mais les neuf ne sont plus que sept (comme les nains de Walt Disney). Car, bien entendu, pas question de toucher à des sociétés où le capital « étranger » est devenu dominant !

comme le temps passe...

Et voilà déjà qui prive d'une bonne partie de son contenu le programme des nationalisations. Ainsi donc, le glorieux principe bourgeois de la libre

pour transformer sans vente, sans transfert de propriété, une entreprise française en société étrangère, voilà nos socialistes qui indiquent clairement à tous ces braves patrons menacés de nationalisation la marche à suivre.

Qu'ils se rassurent, la leçon est apprise. Transferts de sièges sociaux, internationalisation fictive de filiales, tout le dispositif est en place. Et, bien sûr, s'il ne reste plus rien à nationaliser en 1978, il suffira de se référer au Programme commun, en oubliant le programme du Parti socialiste qui refusait « toute limitation trop rigide du secteur public » et prévoyait la possibilité d'une extension du programme des nationalisations. Il est vrai que ce même programme, bien oublié par ses auteurs, prévoyait que les participations étrangères dans les entreprises nationalisées seraient indemnisées « dans la mesure où elles ne représenteraient pas fictivement des intérêts français ». Comme le temps passe !

Mais, au fait, à qui serviront les nationalisations ? Écoutons François Mitterrand : « Nous n'avons pas l'intention de collectiviser l'économie française, mais de créer un pôle dominant assez puissant pour exercer un effet d'entraînement. » Outre une

mettre en œuvre une politique cohérente d'implantation sur les marchés étrangers.

« on ne bougera pas là-dessus »

Il ne s'agit pas d'« étatiser », répètent à l'envi les idéologues socialistes. Mais de quoi s'agit-il alors, puisque, comme l'a dit Mitterrand, « la classe ouvrière ne va pas devenir propriétaire des entreprises. On ne bougera pas là-dessus ». De deux choses l'une : ou bien les anciens propriétaires ne cessent pas de l'être, ou bien l'Etat devient propriétaire.

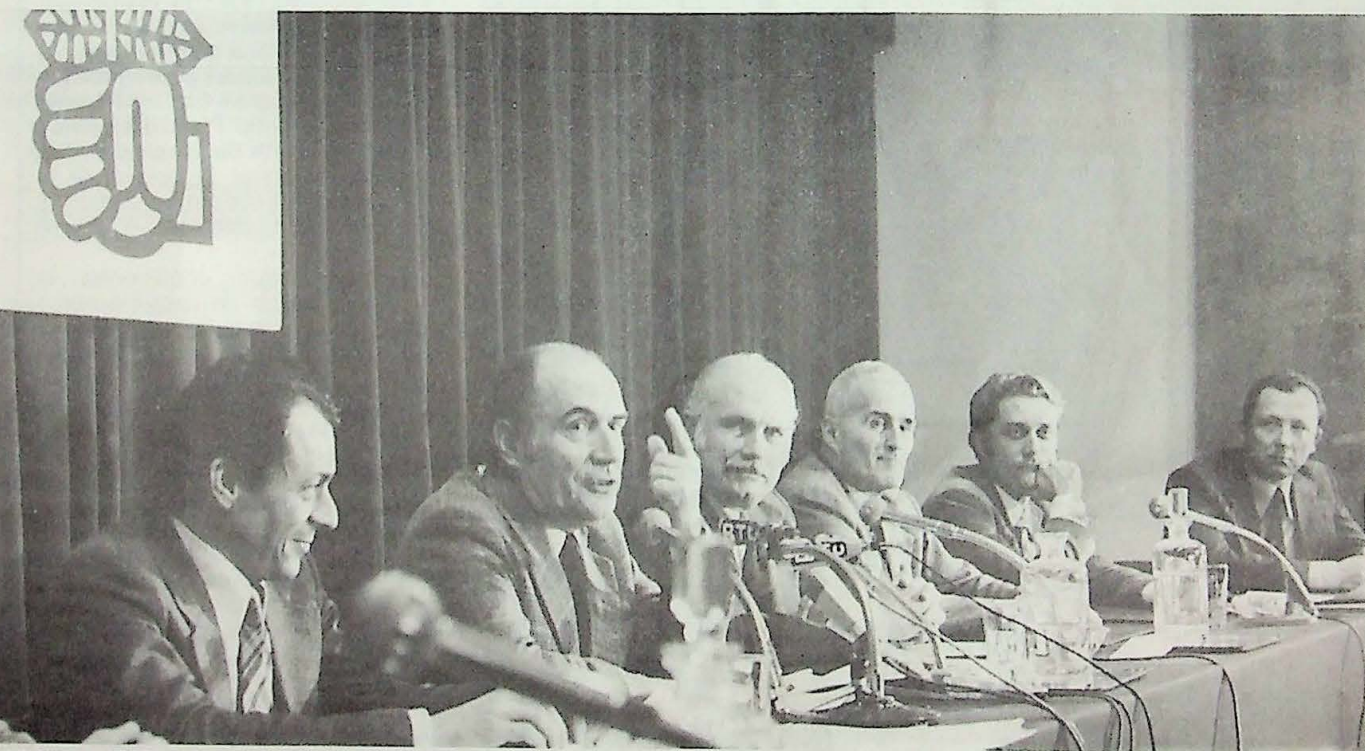
En fait, les deux possibilités existent, d'après ce que dit le PS. En dehors de bavardages peu convainquants sur le contrôle des travailleurs (institutionnalisés, s'il vous plaît), les propositions du PS sur l'indemnisation des actionnaires d'entreprises nationalisables laissent ouvertes toutes les hypothèses, qui vont de l'appropriation étatique définitive à la nationalisation temporaire. Il y a cinq ans, le PS proposait que les actions soient converties en bons d'Etat indexés : aujourd'hui, il parle d'obligations. La différence est importante, car les obligations concernent, de fait, un droit de créance sur l'entreprise, qu'il sera possible du jour au lendemain de reconverter en titre de propriété. Quant à la privation du droit de vote... rappelons que ce droit n'existe pas, en réalité, pour les petits actionnaires des grands trusts promis à la nationalisation. En revanche, les actionnaires, victimes aujourd'hui de la baisse des profits et donc de la chute des dividendes, sont assurés d'un revenu stable, sans avoir à subir les pertes éventuelles résultant d'un déficit d'exploitation.

« ni rêve ni démagogie »... justement !

Sans garantir grand-chose aux travailleurs, sans leur promettre une politique résolue (« il faut être prudent », n'a cessé de répéter Rocard) de création d'emplois, d'avancement d'âge de la retraite, de réduction de la durée hebdomadaire du travail, le PS concentre aujourd'hui tous ses feux, tous ses charmes, sur la bourgeoisie. Il semble, de plus en plus, être la victime de la tenace illusion réformiste qui consiste à croire que l'adversaire pourra se laisser amadouer, ensorceler par des propositions admirablement rationnelles d'un point de vue capitaliste. Il a la mémoire courte.

« Ni rêve ni démagogie », a déclaré Jean-Paul Bachy, délégué national du PS à l'emploi, celui-là même qui jugeait irréaliste le combat mené par les travailleurs de Lip pour la préservation de leur outil de travail. Sans aucun doute : c'est bien un rêve que de croire à la démagogie comme moyen de neutraliser la bourgeoisie, au moment où elle concentre toutes ses forces contre le mouvement ouvrier, pour préserver sa domination.

François TURQUAN ■



13 février 1977 : colloque du PS sur la politique industrielle.

sûr, tant ses réserves dans ce domaine apparaissent inépuisables. Et on peut également se demander comment bon nombre de ses militants, qui y sont entrés non pas comme certains par arrivisme, mais par souci d'efficacité dans la lutte contre la droite et le patronat, interprètent ce mouvement permanent d'édulcoration du programme de leur parti et de celui de la coalition de gauche.

comme Walt Disney

Le Programme commun prévoyait la nationalisation du crédit et de neuf

circulation des capitaux doit également être appliqué par les socialistes. Le Mexique en 1976, bien d'autres Etats depuis, comme la Libye, l'Algérie et le Pérou — par pudeur, ne parlons pas ici du Chili — n'auraient pas dû, en bonne logique « socialiste », opérer de nationalisations. Ainsi donc, l'informatique « française » doit rester aux mains des USA ? Ainsi donc, le seul problème du passage au socialisme en France est de régler leur compte — à l'amiable — aux capitalistes nationaux, en laissant les firmes multinationales et le capital étranger libres de leurs mouvements ? Alors que tout le monde sait parfaitement que quelques manœuvres juridiques fort simples suffisent

tendance malade à se situer sur un terrain défensif, par rapport aux attaques de la droite (Mitterrand sait-il que Soarès et Guesde, fondateur de la SFIO, s'affirmaient fièrement « collectivistes ? »), on voit se dessiner ici la perspective centrale de la politique du PS : rendre l'économie française compétitive, sans en changer le cadre et les règles de fonctionnement, c'est-à-dire sans porter atteinte au bon fonctionnement de l'économie de marché, du système capitaliste. Aux solutions gaullistes — favoriser la concentration capitaliste, subventionner les entreprises privées — le PS oppose la constitution d'un puissant secteur étatique capable de faire face à la demande intérieure et de

les exclus de l'intérieur

les filles d'Aix

Samedi 12 février 1977 : conférence de presse à Paris. Les six femmes d'Aix, inculpées de tentative d'avortement et d'exercice illégal de la médecine (1) présentent un film au cinéma « Le 14 juillet ». Ce court métrage de 20 minutes n'a d'autre prétention que de montrer un accouchement « sans violence ».

Sans violence pour la mère qui est chez elle, entourée de ses amis, hommes, femmes et enfants ; chacun participe, avec le médecin, la massant et lui parlant doucement.

Sans violence pour l'enfant qu'on a posé immédiatement sur le ventre de sa mère ; il attend son premier bain, elle le masse ou plutôt elle le caresse et tous deux ont l'air parfaitement béats...

Pourquoi ce film ? Quel rapport y a-t-il avec l'inculpation dont les femmes d'Aix sont l'objet ?

Avec la même tranquille détermination dont elles font preuve depuis 1973 « les filles d'Aix », les unes après les autres, expliquent les buts qu'elles poursuivent : *une meilleure connaissance de leur corps et la liberté de décider quand on veut avoir des enfants et dans quelles conditions... La prise en charge collective des femmes par elles-mêmes dans un climat d'amitié et de tendresse... Seule la continuation de la pratique des avortements et de la contraception, voire même à présent des accouchements, peut permettre de faire pression efficacement sur la médecine pour qu'elle cesse de considérer le corps des femmes comme des objets sur lequel elle a seule pouvoir...*

Avec le courage obstiné dont elles ont fait preuve lors du premier interrogatoire en décembre 1975, elles expliquent qu'elles assureront elles-mêmes leur défense le 10 mars prochain, revendiquant la responsabilité d'un acte collectif. Elles diront au tribunal « qu'il ne juge pas seulement six femmes, mais tout un mouvement dont les autres femmes se sentent profondément solidaires. »

Pourtant elles risquent gros dans l'actuel climat politique. On sait la complaisance du pouvoir à l'égard du corps médical qui n'applique pas la Loi Veil (2), les tentatives de « coulage » de certaines cliniques trop efficaces comme celle des Lilas, les intimidations et les provocations répétées de la part de « Laisser-les-vivre », le motif d'inculpation renforcé par le procureur qui essaie d'utiliser la loi de 1920 pour condamner les avortements pratiqués avant 1975.

Ce procès concerne toutes les femmes :

- celles qui ont eu un ou plusieurs enfants non désirés ;
- celles qui ont avorté en risquant leur vie ;
- celles qui bénéficient aujourd'hui de la Loi Veil ;
- celles qui n'en bénéficient pas : les mineures, les émigrées, les fauchées ;

la petite différence et ses grandes conséquences

Il est des livres dont on attend la traduction française avec impatience ; celui d'Alice Schwarzer est de ceux-là (1).

A travers une vingtaine de témoignages de femmes allemandes sur leur sexualité, nous apprenons que ce que nous croyions être seule à vivre est le lot de toutes : « Au cours des dernières années, chaque fois pratiquement que j'ai parlé avec des femmes — femmes au foyer, femmes ayant fait carrière ou femmes en lutte dans le mouvement —, et sur quelque sujet que ce soit, nous en sommes toujours arrivées au problème de la sexualité et des rapports entre les hommes et les femmes... »

« C'est là que le bât blesse. C'est là que s'ancrent la soumission, la culpabilité, la fixation aux hommes, c'est là que prennent racine puissance virile et impuissance (« frigidity ») féminine,

c'est là que le soi-disant privé échappe à toute réflexion politique. C'est là que les mensonges publics taisent et masquent la vérité intime. C'est là que la dépendance apeurée et l'isolement honteux empêchent les femmes de se rendre compte combien leurs destins se ressemblent. »

Voilà enfin démystifié et définitivement la sainte pénétration et son orgasme vaginal. Que ceux que ces propos choquent s'interrogent, pour nous, militants du PSU, nous comptons « traiter » tout notre quotidien. Le livre d'Alice Schwarzer nous réconcilie avec nous-même, avec la sexualité telle qu'elle peut être. Un livre à lire.

D.L. ■

(1) Alice Schwarzer, *La petite différence et ses grandes conséquences*, Paris éd. des Femmes, 1977, 28 F.

- celles qui ont lutté pour l'abrogation de la loi de 1920 ;
- celles qui ont pratiqué des avortements « subversifs » entre 1972 et 1975 ;
- celles qui pensent qu'il faut être vigilants car la Loi Veil peut être remise en question dans trois ans ;
- celles enfin qui croient que l'émancipation des femmes, comme celle de tous les exploités, se fait au travers de la lutte.

Toutes ces femmes doivent « descendre à Aix » le 10 mars pour soutenir les six inculpées contre la justice bourgeoise.

(1) La loi du 8 janvier 1975 autorise l'avortement en milieu médical et pour les mineures munies d'une autorisation parentale...

(2) Un médecin d'Aix, venu apporter son témoignage, a confirmé le fait que de nombreux médecins de la région envoyaient au MLAC d'Aix les femmes qu'ils ne voulaient pas prendre en charge. Ils reconnaissent donc la compétence des femmes du MLAC. Ils partagent, en fait, une certaine responsabilité...

A trois jours des élections municipales, c'est aussi important qu'autre chose !

Madeleine RIBES ■

Ce que tout le monde peut faire

Envoyer des télégrammes de soutien aux femmes d'Aix (à partir du 8, 9 ou 10 mars) adressés au président du tribunal de grande instance (13100 Aix). On peut se procurer des pétitions au secteur femmes du PSU les faire circuler largement et les expédier au MLAC d'Aix, Local du Planning familial, 39, rue du Puits-Neuf, 13100 Aix.

Organiser des débats autour de leur film : s'adresser à Anne Poncin, tél. 797.13.00.

Soutien financier : Jeanne Weiss, 126, bd. du Montparnasse, 75014 Paris.



briser la chaîne

CGT : le poids des échéances

« Actuellement, la formulation correcte de revendications d'augmentation des salaires différenciées est l'un des problèmes les plus importants de l'action revendicative. » Cette phrase extraite du dernier document de la CGT sur les salaires, élaboré au cours de la commission exécutive des 1^{er} et 2 février dernier (1), n'est pas significative d'une grande révolution dans la politique revendicative de la CGT. Elle est significative par contre d'une évolution certaine.

Le temps n'est pas loin où Henri Krasucki déclarait que « donner un caractère antihierarchique aux revendications, mettre la hiérarchie comme question principale... c'est opposer les catégories entre elles ». Le nouveau document ne remet pas en cause les grands principes de lutte salariale de la CGT. Mais il ouvre une

une augmentation plus importante pour les bas salaires afin de réduire progressivement la hiérarchie des rémunérations, mais elle avance que « la progression du pouvoir d'achat doit être plus importante pour les bas et moyens salaires, donc différenciée... afin de contribuer à une politique de remise en ordre des

fications de base ou acquise et des responsabilités assumées). Autre rappel : « La CGT défend l'ensemble des salariés qui relèvent de l'action syndicale. »

Mais on ne les défend plus sans nuances : il suffit de se souvenir que les besoins et aspirations spécifiques des cadres (résidences secondaires, loisirs particuliers) faisaient l'objet, encore récemment, d'une plateforme revendicative distincte aux cadres dans la CGT. On reconnaissait ainsi plus ou moins explicitement qu'à compétences, situations hiérarchiques différentes correspondaient des besoins, une consommation différente. Le seul argument avancé par la CGT pour le formuler en termes revendicatifs était que les cadres se voient dans la société capitaliste, imposer un certain mode de vie, donc certains besoins nécessitant par conséquent un certain niveau de salaire. Aujourd'hui rien de tel ne perce dans le raisonnement.

On ne considère plus les cadres de façon indifférenciée, aux côtés de la classe ouvrière. On isole le nombre limité de salariés (certains authentiques et d'autres pas) qui perçoivent de très hauts salaires des autres. Bien sûr, il ne s'agit encore que d'une différenciation statistique puisque le document affirme : « 4,5 % des cadres supérieurs et des ingénieurs des secteurs privé et semi-public perçoivent en ce début d'année 1977, un salaire mensuel net supérieur à 20 000 francs, 8,3 % gagnent entre 14 000 et 20 000 francs, tandis que plus de la moitié d'entre-eux ont un salaire mensuel net inférieur à 8 000 francs. »

de haut en bas, de bas en haut

Mais cette remarque a, en soi, son importance. La CGT admet implicitement les critiques faites par la CFDT à

sa stratégie de rassemblement des mécontents à l'automne dernier. Cette critique rappelons-le, distinguait un salaire plafond au maintien du pouvoir d'achat des cadres.

Pour utiliser une image, on peut donc dire que si la CGT tirait pour des raisons tactiques les mécontents vers le haut de la hiérarchie, elle se penche aujourd'hui vers le bas. L'axe stratégique n'est plus le seul rassemblement des mécontents, mais la propagande sur la misère générale des travailleurs, due au plan Barre. L'accent est mis dès lors sur l'existence d'une vaste zone de bas salaire : « un salarié sur deux gagne moins de 2 200 F par mois ; un sur cinq gagne moins de 1 500 F ; huit millions gagnent moins de 2 500 F ». La politique de bas salaires, pratiquée par le patronat a conduit dans de nombreuses branches à un véritable ratisage, par le SMIC, des salaires conventionnels, et aussi des salaires effectifs. Le tassement vers le bas est aussi particulièrement sensible pour les catégories intermédiaires : techniciens, agents de maîtrise, cadre moyens. »

Ce déplacement des préoccupations sur le niveau de salaire s'accompagne également d'une analyse approfondie des disparités de situations de plus en plus aiguës parmi les travailleurs : individualisation, salaires au rendement, classifications arbitraires, inégalités de toutes sortes pour le même travail, remise en cause des statuts acquis. Henri Krasucki a dénoncé dans une conférence de presse, le 11 février, cette anarchie des systèmes de rémunérations qui « est un moyen de division et gêne la défense collective et l'unification des luttes revendicatives. »

Cette prise en compte globale des inégalités rejoint là encore, avec une tonalité nouvelle, des analyses formulées clairement par la CFDT, il y a déjà quelques années. Quand on voit

d'autres conflits

● **Chômage ras le bol** : Selon les statistiques de la CGT, la situation de l'emploi s'est encore aggravée en janvier : 1 465 561 chômeurs. Sur les 1 068 448 demandeurs d'emploi non satisfaits officiellement recensés (dont 50 % ont moins de 25 ans), les chômeurs bénéficiant d'une allocation étaient 686 344. Ce nouveau record est annoncé au moment où Barre invite « les jeunes à aller chercher du travail ailleurs ». Ce genre de voyage « formerait la jeunesse » à être chômeur puisqu'il n'y a plus de régions où le chômage ne grimpe pas en flèche. Pour riposter à cette situation, à cette provocation, pour affirmer le droit de vivre et travailler au pays, la CGT, la CFDT et la FEN organisent dans la deuxième quinzaine de février une multitude d'actions : débrayages, manifestations en ville ou autour de « points chauds » (entreprises en lutte contre des licenciements). Ce panachage d'actions vise à sensibiliser autant les travailleurs en lutte pour l'emploi, que ceux qui ne sont pas encore menacés. La campagne a été lancée par un grand mee-

ting intersyndical à Saint-Etienne la semaine dernière.

● **Politique dans l'entreprise** : Il y a quelques mois, TS publiait une circulaire interne de la direction du Crédit agricole, destinée à faire pression sur les employés afin qu'ils n'apparaissent pas publiquement sous la bannière d'un parti politique. Or à Nancy, le responsable de l'agence centrale du Crédit agricole a été nommé « chargé de mission » du RPR pour la Meurthe-et-Moselle. Il est toujours en poste. Les menaces pour les uns, les honneurs pour les autres. Deux poids, deux mesures.

● **Flamanville** : Avant même la publication du tracé des couloirs de lignes et la sortie de la déclaration d'utilité publique, EDF et le pouvoir ont, le 8 février, tenté un coup de force sur la mine de Flamanville. Ils voulaient faire des essais de décrochement (25 000 m³ de granit) et les accès routiers dans les falaises, pour préparer les travaux de la centrale nucléaire. Deux cents agriculteurs qui veulent

première brèche dans un raisonnement qui faisait que seule la bataille pour une revalorisation des bas salaires pouvait avoir des conséquences pour établir, dans le cadre des grilles actuelles, une « hiérarchie plus juste ».

avec des bémols

C'est timidement que la CGT se rapproche des luttes antihierarchiques telles qu'elles ont été menées depuis quelques années, principalement par la CFDT. Elle ne parle pas de « remise en cause » de la hiérarchie, mais de « remise en ordre ». Elle ne revendique pas comme la CFDT lors de son dernier congrès : « une progression non hiérarchisée de pouvoir d'achat pour tous les travailleurs avec

systemes de rémunérations tendant notamment à réduire l'amplitude de la hiérarchie des salaires par un resserrement vers le haut ».

On voit bien aux circonvolutions de la formulation que la CGT ne fait qu'un petit pas vers une action revendicative plus nette contre la hiérarchie. Ce petit pas mérite cependant d'être noté. Il n'est pas sans conséquences, après des années de pratique syndicale où le problème était nié au nom de « la défense de tous les salariés ». Quelles seront les conséquences dans la pratique revendicative ? Il faut, pour en juger, faire la part des bémols mis à l'avance contre toute tentation d'attaquer la hiérarchie dans ses principes mêmes. Le document de la CGT le rappelle : « Il est normal que les salaires soient hiérarchisés » (en fonction de la quali-

par ailleurs *L'Humanité* titrer sur le *Vivre au pays*, alors que la CGT était pour le moins réticente il y a quelques mois sur ce type de mot d'ordre, on peut se dire que des cloisons sont en train de sauter dans le mouvement syndical.

quel cours nouveau ?

On ne peut parler de tournant décidé ici ou là pour le seul souci d'un « cours nouveau ». Il s'agit principalement d'une évolution. L'accélération de la crise, la division accrue du travail mais aussi la mise en sourdine de l'opération « séduction des hauts cadres » menée depuis des années (qui a atteint le seuil maximum de ceux qui pouvaient être convaincus), font que la CGT évolue pour faire face à de nouvelles réalités. Ces réalités sont, entre autre, la nécessité de renforcer l'implantation dans l'entreprise elle-même.

Il y a trois ans ou quatre ans, c'était la CFDT qui rechangeant aux actions de masse, aux journées d'action, avançait le thème de l'action dans l'entreprise comme fondamentale et prioritaire. Aujourd'hui la CGT appuie, elle aussi, sur cet aspect. On le voit à la manière dont elle définit ses nouvelles revendications de salaires : « elles ne peuvent être exprimées avec précision qu'au niveau de chaque entreprise, éventuellement de la branche » dit le document. Là encore les formes évoluent : « Parmi les formules de plus en plus fréquemment mises en avant par les organisations de la CGT et souvent dans l'unité, on trouve notamment les suivantes : dans certains cas il est demandé d'appliquer un taux d'augmentation dégressif dont le minimum est en rapport avec l'augmentation des prix ; dans d'autres, il est demandé une augmentation en pourcentage au moins égale à la hausse du coût de la vie et à laquelle s'ajoute une somme

fixe égale pour tous suffisamment importante pour apporter une amélioration sensible aux petites catégories. Il n'y a pas de solution uniforme, toute faite. »

On pourrait nous faire le procès de voir du nouveau, là où il n'y en aurait pas et que la CGT « a déjà dit tout ça par le passé ». Il faut constater qu'elle n'avait jamais été aussi explicite. Est-ce parce que, comme l'avancent certains, elle veut éviter une bataille « unifiée » des travailleurs et circonscrire donc le champ revendicatif à une bataille usine par usine dans ces périodes pré-électorales ? Cette appréciation est insuffisante. Elle ne tient pas compte des réticences de plus en plus exprimées par de nombreux militants CGT face aux « journées éteignoirs », aux grandes revendications assez peu révélatrices de la situation réelle des travailleurs dans chaque boîte. Il fallait en tenir compte. C'est fait.

la remise à jour

Cette remise à jour aura des résultats inégaux dans la pratique militante. En effet l'analyse de la CGT ne va pas plus loin que la prise en compte d'une certaine pression de la réalité sociale. Elle ne pose pas le problème au fond. Si elle admet que le système fait tout pour dresser les travailleurs les uns contre les autres à travers les grilles, les classifications, les filières, les primes à la tête du client, elle se contente de réclamer une « hiérarchie plus équitable ». S'il est nécessaire de se battre pour une « grille unique du manœuvre à l'ingénieur » nouveau mot d'ordre de la CGT au niveau confédéral, peut-on mener cette lutte séparément de celle contre la division du travail, contre le salariat ?

L'objectif que peut se fixer la classe ouvrière n'est pas seulement celui d'une bonne reproduction de la force

de travail par la satisfaction des besoins essentiels (déterminés par qui, par quel modèle ?) grâce à un pouvoir d'achat accru. Cette limite excluerait la bataille contre le fait que les travailleurs soient uniquement considérés comme une force de travail. Dans la période de chômage actuel, cet aspect est facilement oublié. Il est vrai qu'il ne fait pas recette, si n'y correspond pas une prise de conscience très forte des nécessaires ruptures avec le mode de production capitaliste. Les luttes les plus récentes contre la productivité, les cadences, l'absence de sécurité ont été peu popularisées, brisées dans l'œuf (grève des OS de Renault-Billancourt ou de la Française de Mécanique à Douvrain par exemple). Mais elles rejailliront, car les restructurations entraîneront inéluctable-

ment une accélération de la productivité. La contestation de la hiérarchie, des rôles sociaux à tous les niveaux de l'appareil de production sera alors un thème essentiel. Il coïncidera plus largement avec les conséquences du plan Barre et le débat politique sur le contrôle et le pouvoir des travailleurs en cas de victoire de la gauche.

Toutes ces échéances ont aussi pesé dans l'élaboration de la nouvelle politique salariale de la CGT. Elles révèlent un débat et des contradictions. Elles pourront accélérer la lutte de classe, si des réponses politiques préparant l'affrontement avec la bourgeoisie se manifestent clairement.

Yves SPARFEL ■

(1) « La politique de la CGT en matière de revendications salariales » ; CGT : 213, rue La Fayette 75480 PARIS Cedex 10.

caoutchoucs-Mesnel : le patron se déchaîne

La poursuite du conflit (cf. TS n° 730) donne lieu à des événements qui marquent bien la volonté du patron de combat de briser la grève.

Dans le courant de la semaine dernière, il a eu recours à tout l'arsenal des moyens violents : utilisation d'un hélicoptère pour le ravitaillement en pièces à monter ; utilisation de compagnies spéciales d'intervention pour permettre l'entrée de camions et bousculer, matraques en mains et chiens en laisse, le piquet de grève et ceux qui le soutiennent : cinq travailleurs ont été blessés (une ouvrière qui a dû être hospitalisée) ; intervention de la police qui emmène certains travailleurs du piquet de grève au tribunal des référés, dont un d'une entreprise voisine ; diffusion d'un tract men-

songer auprès des travailleurs encore en poste.

Malgré les violences, les intimidations, les tentatives de division, les travailleurs restent fermes dans leurs intentions. Ils ont voté dans l'enthousiasme, au cours de l'assemblée générale du 21 février, la création d'un comité de soutien qu'ils pourront contrôler, d'un comité de grève intersyndical et le renforcement des piquets de grève.

La solidarité démarre (collecte de 3 000 francs sur le marché de Bezons). Des motions accompagnent les produits des collectes. Un seul point faible : les ouvriers des usines de Colombes et de Troisières commencent très lentement le soutien effectif.

De notre correspondant ■

conserver la terre, leur outil de travail, ont exigé que les engins et le matériel soient enlevés. Ils ont gagné. Trois d'entre eux arrêtés le lendemain ont été libérés grâce à une manifestation devant la gendarmerie. A l'appel du CRILAN, des Paysans travailleurs, du CDJA, le soutien continue (manifestation le 13 février). Le terrain est donc occupé par des militants antinucléaires pour empêcher les travaux. Lundi 14 février les engins repartaient à nouveau. Le prochain épisode de ce feuilleton risque d'être l'arrivée massive des flics. Les comités antinucléaires et le PSU de la région de Cotentin appellent donc à la vigilance et à une occupation plus massive des terrains.

● **Occupation dans le Marais** : Cinq familles mal-logées — parmi les 88 000 recensées à Paris — occupent des logements vides, mais en bon état, dans le sous-îlot Saint-Paul (Marais). Ils font ainsi valoir leur droit au logement.

Cet îlot, d'abord laissé dans un abandon total par la ville de Paris, a

été ensuite livré à une société d'économie mixte, la Régie Immobilière de la ville de Paris (RIVP : ville de Paris : 38 % et 62 % partagés entre Paribas et Suez) pour être « rénové ».

Que signifie cette réhabilitation pour les familles modestes de cet îlot ? Intimidation, expulsion, déportation massive en banlieue afin de laisser place nette à une nouvelle population aisée.

Depuis trois ans, les habitants de l'îlot refusent farouchement l'expulsion, se sont regroupés en comité de défense et revendiquent une réfection légère pour leurs immeubles ainsi que la remise en location des logements vides pour tous les mal-logés et les travailleurs du quartier.

Ces cinq familles (27 personnes dont 19 enfants) attendaient en vain, depuis de trop longues années. L'intercomité du Marais soutient cette action, appelle les organisations politiques du quartier à se prononcer. Il existe dans les 3^e et 4^e arrondissements 5 000 logements vides, alors que plusieurs milliers de mal-logés sont priés de patienter. ■



Photo Maillac

congrès de la FGA-CFDT : quel socialisme pour les salariés agricoles ?

La Fédération générale de l'agriculture (FGA) fêtait à l'occasion de son VII^e congrès, qui s'est tenu à Lorient du 9 au 12 février dernier, son 15^e anniversaire. Depuis 1962 la FGA-CFDT a beaucoup grandi, elle est la quatrième fédération (en nombre de syndiqués) de la CFDT et se place en tête des organisations syndicales dans l'agriculture.

Ce qui compte surtout c'est le nombre important d'actions menées par la FGA, dans toutes les branches de l'agriculture : services, transformation et production. Les nombreux intervenants des différents secteurs en ont témoigné tout au long de ce congrès.

Bien sûr, la FGA est la première organisation syndicale des salariés de l'agriculture, nettement devant la CGT, plus loin encore devant la CGC et FO. Mais il ne faut pas se faire d'illusions ; le secteur agricole est celui qui compte encore le plus grand nombre d'inorganisés : sans doute 60 à 70 % dans la coopération agricole, plus de 80 % dans la production. Or, les salariés de ces secteurs sont parmi les plus durement exploités : la majorité d'entre eux, dans le secteur production, est rémunérée sur la base du SMIC — 8,58 francs l'heure en juillet 1976 — pour atteindre les 2 000 francs mensuels revendiqués à cette époque, leur rémunération horaire aurait dû être de 11,50 francs.

L'objectif prioritaire de la FGA ? Etre le syndicat de masse et de classe des salariés de l'agriculture. Depuis de nombreuses années, la Fédération s'attache à faire tomber les barrières qui font de l'agriculture un monde « à

part » : il faut « en finir avec le particularisme agricole » rappelait l'une des banderoles de la salle des congrès.

Comme les autres secteurs économiques, l'agriculture subit de plein fouet les effets de la crise. Dans les services professionnels et publics (ministère de l'Agriculture, INRA, ONIC, CNCA...), la notion de service public recule chaque jour pour répondre aux impératifs du profit : il faut produire au plus bas coûts et exporter pour avoir des devises. « La concentration économique et foncière, la spécialisation à outrance, l'intensification et l'exode en sont les conséquences les plus évidentes ».

vers une fédération de l'agro-alimentaire ?

Pour mieux s'adapter à cette nouvelle situation, des contacts sont régulièrement pris avec la fédération CFDT de l'alimentation. Une politique d'action syndicale commune dans le cadre d'une fédération de l'agro-alimentaire est d'ores et déjà admise. Les congressistes ont néanmoins exigé dans la résolution générale que cette évolution soit décidée par un

congrès et non imposée par la Confédération.

La FGA a rappelé que les salariés de l'agriculture luttent avec l'ensemble des salariés pour améliorer les droits et la situation de tous les travailleurs. L'insertion des syndicats de l'agriculture dans l'action pour l'avènement d'une société socialiste et autogestionnaire est donc inséparable de celle de toute la classe ouvrière.

propositions pour le socialisme

Les salariés de l'agriculture se sont aussi penchés sur l'organisation de l'agriculture en régime socialiste. Sur ce point capital la FGA-CFDT doit poursuivre le débat puisque ses propositions sont encore imprécises, voire contradictoires. Elles ont l'énorme avantage d'exister. Que disent-elles ?

« Dans le cadre d'une société socialiste où le pouvoir est entre les mains des travailleurs, les salariés de l'agriculture doivent choisir eux-mêmes leurs formes d'unité de travail, ainsi que les objectifs de leur production, en en débattant avec les autres catégories de travailleurs, et dans le cadre d'une planification démocratique. Les salariés et les agriculteurs qui le veulent doivent pouvoir travailler autrement que dans des exploitations agricoles « individuelles ».

Dans le cadre de la transition, des unités de production sous la forme de coopératives de production, rendant égaux entre eux tous ceux qui y travaillent, **devront** pouvoir se créer. Ces unités de production **devront** être nécessairement liées aux coopératives de transformation, des conventions entre elles précisant le champ d'autonomie de la coopérative de production (organisation du travail, choix de matériel, etc...).

La création d'unités socialisées de

production agricole à côté du secteur privé, nécessite que des régies foncières contrôlent le marché foncier, deviennent progressivement propriétaires du sol agricole et le mettent en location auprès de ces unités de production. Ainsi, peut s'accomplir une évolution progressive et acceptée des formes de production agricole.

Pour la transformation, les firmes agro-alimentaires doivent s'astreindre à une **planification régionale et publique de leurs activités**. Dans ce cadre, des contrats collectifs seront négociés avec les représentants des consommateurs. Cette négociation devra notamment préciser : la rémunération des producteurs, les prix sortie usine, l'amélioration de la qualité, les conditions d'assainissement des circuits de distribution.

Dans une phase ultérieure du développement de la société socialiste, les coopératives de transformation alimentaire devront être gérées par trois forces collectives : celle des producteurs agricoles, celle des salariés de la coopérative, celle des consommateurs de la région.

Enfin, la FGA revendique la transformation en de véritables services publics des différents organismes de service de l'agriculture, qu'ils soient privés, professionnels, para-publics ou publics. Cette transformation doit porter sur le contenu de leur intervention, les catégories d'usagers et les structures de gestion. Cette transformation doit garantir la liberté de pensée des travailleurs de ces organismes.

On retrouve de nombreuses convergences avec les propositions du PSU en matière d'organisation de l'agriculture socialiste. Il est indispensable que le débat s'engage à l'intérieur de la FGA et avec les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier : bien que ce VII^e congrès en ait peu parlé, les échéances seront sans doute plus rapides que prévu.

Dominique TERRIEN ■



Germinal n° 10 est paru pouvoirs à prendre dans nos villages

C'est le titre de la récente livraison du périodique agricole du PSU. Au sommaire :

- La bibine à Bonnet (M. Mousel) ;
- Vivre ensemble (sur le rapport Guichard) ;
- Une école sous-développée et différente pour les jeunes ruraux ;
- Le scandale de Brindas (un POS sur mesure pour le maire) ;
- Lutte collective contre un cumulard à Guemenée-sur-Scorff.

Le numéro : 1,50 F ; l'abonnement (10 numéros) : 10 F. Adressez vos chèques à la Commission nationale agricole - PSU, 9, rue Borromée, 75015 PARIS. ■

le premier round

JE viens d'entendre à la radio cette révélation d'un journaliste : « Les élections municipales s'annoncent très politiques. » A trois semaines du premier tour, après des mois d'affrontements politiques, de sondages, de pronostics, de spéculation sur les conséquences du résultat des 13 et 14 mars, ce genre d'« exclusivité » signifie simplement la déroute du dernier carré de ceux qui ont, pendant toute l'histoire de la V^e République, collaboré aux manœuvres de la droite pour dépolitiser la vie locale. C'en est fini de ces mystifications. Grâce à tous ceux qui sont bien décidés à en finir avec le pouvoir de la droite et qui sont, aujourd'hui, la seule vraie majorité.

L'enjeu de ces élections dépasse de loin une simple question de répartition de sièges dans les conseils municipaux ; c'est d'abord que, si nous voulons assurer une victoire populaire au moment des prochaines législatives, et garantir les suites de cette victoire, le mieux à faire est de commencer par gagner aux municipales. Ensuite, qu'il est possible de réaliser un large rassemblement des forces populaires, comprenant tous les courants politiques de la gauche. Enfin, qu'il faut saisir l'occasion d'esquisser, à travers une pratique municipale différente, ce que peut être une alternative politique au pouvoir actuel.

C'EST en raison de l'importance de ces trois objectifs que le PSU a choisi de participer à une bataille commune de toute la gauche, et de chercher à y associer l'ensemble du courant autogestionnaire. Ça ne s'est pas fait sans mal, ni sans exceptions : la méfiance à l'égard de ce que le combat pour l'autogestion a de profondément révolutionnaire est vivace ; elle s'est traduite dans quelques cas par une attitude sectaire qui oblige le PSU et des militants autogestionnaires à agir seuls, mais avec exactement les mêmes perspectives que dans l'action unitaire, et la possibilité de montrer qu'on ne saurait se passer du courant politique que nous représentons.



Il s'agit de battre la droite, maintenant et demain. Pour cela, il est essentiel que les travailleurs et les masses aient de plus en plus confiance dans leur force, et surtout dans celle que peut leur donner leur mobilisation. C'est pourquoi on ne saurait séparer cette campagne des municipales de la nécessité de lutter contre la politique d'austérité du Plan Barre qui ne dissimule plus sa volonté d'attaquer sur tous les fronts la classe ouvrière — pouvoir d'achat, emploi, Sécurité sociale, etc.

IL s'agit de se préparer à faire face à l'inévitable problème que poserait une majorité de gauche vis-à-vis d'institutions de la V^e République destinées à empêcher la gauche de gouverner ou à la contraindre à la capitulation. En prenant appui sur les institutions qu'il est dès maintenant possible de conquérir, les municipalités, en désamorçant toute volonté de les utiliser à des fins de répression contre les travailleurs, en les transformant au contraire en lieux de soutien à l'indispensable mobilisation.

Il s'agit d'ouvrir la voie à la démocratie socialiste, non pas en imaginant qu'on puisse constituer d'illusoires « flots municipaux de socialisme », mais en expérimentant l'exercice des formes les plus diverses de contrôle populaire, dans tous les domaines où s'expriment des revendications, où naissent des luttes. Ce contrôle sans lequel il serait vain de parler de ce qui nous tient le plus souvent à cœur : l'égalité des conditions, la libération de l'expression et de la communication, la prise en compte des aspirations et des luttes écologiques.

Ce contrôle, qui est certainement ce que les autogestionnaires ont à opposer de plus décisif à la progression de l'unité.

Michel MOUSEL ■

humeur : la bêtise est insondable

A la question *pensez-vous que tout irait mieux si ça n'allait pas si mal*, les Français répondent oui à 75 %, ce qui permet à *France-Soir* de nous expliquer que, foi de sondeur, la France est de plus en plus optimiste. Et à la question, posée aux candidats de la droite, *pensez-vous que tout n'irait pas si mal si on disait plus souvent que tout va mieux*, les gens du RPR et des RI répondent *oui* à une écrasante majorité, puis se tournent vers *France-Soir* pour réclamer d'autres titres optimistes. Me suis-je bien fait comprendre ?

A tout hasard, pour ceux qui ne sont lecteurs de *Tribune Socialiste* qu'occasionnellement, j'approfondis ma démonstration. Si je vous dit *y-a-bon* et que vous me répondez *gna-gna-gna*, c'est que, parole de sondeur occasionnel, vous êtes d'affreux gauchistes qui vous pervertissez à la lecture du *Nouvel Observateur*. Vous êtes de ceux qui ricanent quand on ne prend pas au sérieux les Ifopifométries qui affirment que toute la France est derrière Chirac sous prétexte que les sondés ont manifesté leur accord à la question *êtes-vous de l'avis de M. Chirac qui dit que le cheval blanc d'Henri IV était blanc* ? Suis-je assez clair ?

L'IFOP, la SOFRES, PUBLIMETRIE et les autres sont sur le point de faire fortune tant est gigantesque l'appétit de sondage des partis et des officines politiques : la France et les Français sont désormais, comme les étudiants, au régime du contrôle continu.

Je ne veux même pas savoir si c'est scientifique ou non, si les sondages sont justes, faux ou fantaisistes ou approximatifs : messieurs les sondeurs, vous nous emmerdez à créer sans cesse de l'actualité et de l'information à propos des idées de plus en plus saugrenues de vos commanditaires.

Encore un effort et une gazette particulièrement dévouée au pouvoir va nous annoncer que les Français sont très optimistes à 48 %, assez opti-

miste à 30%, optimistes à 17% et que les 5% restant étaient partis à la pêche quand le sondeur est venu frapper à leurs portes. Suffit de bien choisir les questions. Je me répète, mais comme disait feu Pompidou *quand les bornes sont franchies, il n'y a plus de limites*. Je crains le jour où les élections seront considérées comme troublant l'ordre public, puis celui où toute expression publique ou privée contraire aux résultats des sondages relèvera de la subversion.

A Rennes, de joyeux technocrates préparant une télévision par câble qui n'a pas encore vu le jour, avaient prévu un jeu de « boutons sondeurs » sur les postes de télévision ! Cela ne s'invente pas des trucs pareils. Pour orienter les programmes, disaient-ils...

Orienter le mot est joli. Tout comme on oriente une campagne de publicité après un sondage commercial qui enseigne aux marchands de soupe comment couillonner le consommateur.

Ce qui serait intéressant, c'est que les 13 et 20 mars les Français commencent à virer les sondeurs et à leur faire bouffer leurs cartes perforées. Quel beau sondage ça pourrait être de ranger dans leurs armoires ceux qui pensent à notre place depuis si longtemps en mettant ce qu'ils pensent de nous en équation.

Un sondage de derrière les fagots qui ne serait qu'un premier *échantillon représentatif* avant 1978. C'est pas en pourcentage que ça va se mesurer mais en coup de pied-au-cul à la droite. Ce ne sera que justice puisque les meilleurs sondages nous apprennent qu'en France pratiquement personne n'est de droite. Une excellente occasion pour faire plaisir une dernière fois aux sondeurs.

C.-M. VADROT ■

des élus PSU pour vous aider

Propositions pour assurer la démocratie locale

1. Organiser le contrôle populaire

Un bulletin de vote tous les six ans, même si on nous demande, par hasard, notre avis de temps en temps, cela ne suffit pas à assurer notre contrôle des grandes décisions qui déterminent souvent notre vie quotidienne.

Nous proposons que la municipalité aide les travailleurs à organiser, dans leurs quartiers, des assemblées et des comités populaires où s'expriment toutes les revendications et où soient débattus les projets municipaux.

2. Assurer une information complète pour tous

Tous les débats des équipes municipales doivent être publics. Tous les projets doivent être annoncés à l'avance pour permettre le débat le plus large. La municipalité doit utiliser tous les moyens (bulletins périodiques, techniques audiovisuelles) pour combattre le contrôle de l'information par les grands groupes capitalistes.



Le PSU milite pour la réalisation d'une société socialiste autogestionnaire, mais il sait bien qu'il ne suffit pas, pour y parvenir, de conquérir une mairie. Il faut aussi renverser la droite et rompre avec son ordre capitaliste. Cela ne doit pas nous conduire à attendre passivement les élections législatives : assurer le contrôle populaire sur les communes peut améliorer l'existence des

2. Aider les chômeurs

L'augmentation constante du nombre de chômeurs doit conduire la municipalité à organiser la solidarité entre tous les travailleurs, qu'ils aient ou non un emploi, gratuité des services municipaux, allègements d'impôts locaux, aide financière, organisation de circuits courts avec les paysans travailleurs.

3. Développer l'emploi

Le conseil s'efforcera de développer l'emploi en assurant son contrôle sur le type d'activités et de travail proposé par les industriels (en refusant, par exemple, de choisir entre le chômage et la pollution). Il aidera au redémarrage sous contrôle ouvrier des entreprises au chômage.



Photo D.R.

Propositions pour défendre le cadre de vie

1. Non aux pollutions, non au nucléaire

Les dangers de la pollution s'accroissent dans de nombreuses régions. Surtout, les implantations de centrales nucléaires font courir des risques mortels à

la population. Le conseil municipal mobilisera la population contre l'implantation des industries nucléaires, des industries d'armement et pour le respect des normes antipollution définies par les travailleurs.



Photo Tribune socialiste

Propositions pour défendre l'emploi et aider les chômeurs

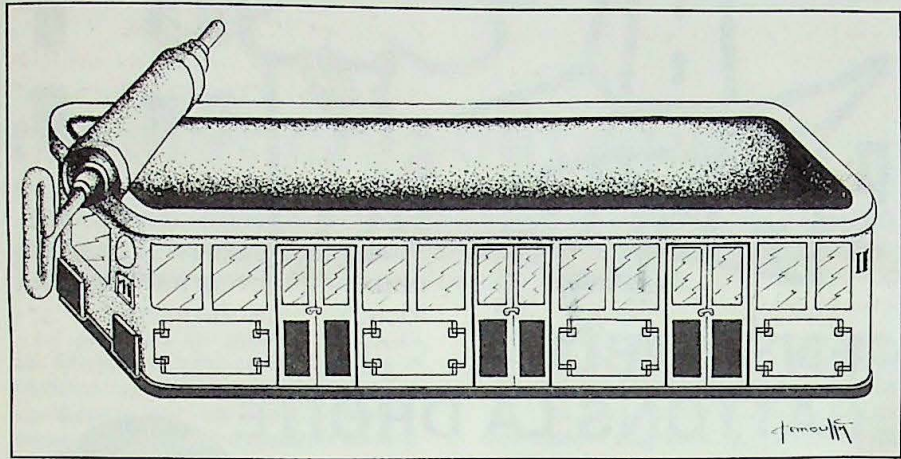
1. Soutenir les luttes pour l'emploi

Face à l'offensive du patronat, le conseil municipal devra apporter tout son soutien aux luttes que mènent les travailleurs pour défendre leur emploi. Il leur fournira les locaux nécessaires à l'organisation de leur action, ainsi que les moyens de populariser leurs luttes. Il s'opposera aux interventions de la police et de l'armée contre les travailleurs.



Photo Lebrun

travailleurs dès aujourd'hui et changer la vie demain. Notre *Charte communale (en vente aux éd. Syros)* adéaillé nos propositions pour transformer les institutions locales dans une perspective socialiste. Nous résumons ici les principaux points du programme d'action que nous proposons aux municipalités populaires auxquelles nous participons.



2. Un logement confortable pour tous

Le conseil municipal soutiendra les luttes contre les hausses des loyers et des charges. Il s'opposera aux menaces d'expulsion et de saisie pesant sur les travailleurs et leurs familles. Il apportera son soutien aux occupations de logements vides et utilisera les droits dont il dispose pour les réquisitionner. Il aidera à la construction de logements de qualité accessibles aux revenus modestes.



Photo D.R.

3. Des transports en commun sûrs, confortables et bon marché.

La priorité sera accordée à l'organisation de transports en commun sûrs et confortables. La gratuité sera assurée dans un premier temps pour les enfants, les vieillards, les chômeurs et à terme, pour tous. Un effort spécial sera fait pour assurer le développement et la sécurité de l'utilisation de la bicyclette pour les déplacements urbains.

4. Développer les équipements socio-culturels

Pour transformer la vie quotidienne des travailleurs et des travailleuses, le conseil municipal appuiera l'organisation sous le contrôle des usagers, de services collectifs (laveries, restaurants, crèches, centres de prévention sanitaire, centres d'orthogénie...). Il favorisera la création de lieux de rencontre et de formes d'organisation permettant l'expression et la confrontation d'aspirations spécifiques de toutes les catégories de travailleurs.

Propositions pour intégrer les « exclus » à la vie collective de la cité

1. Les travailleurs immigrés

Bien qu'ils travaillent et payent des impôts comme les autres, les travailleurs immigrés n'ont aucune possibilité d'exprimer leur opinion sur la gestion de la ville.

La législation actuelle leur refusant le droit de vote aux élections municipales, un conseil de travailleurs étrangers sera démocratiquement élu par eux, afin qu'ils puissent défendre leurs revendications.

à prendre votre ville en main



AGIP

3. Les travailleurs âgés et les retraités

Les conseils municipaux ne s'en souviennent souvent qu'à Noël ou au moment des élections. Mais il ne s'agit pas d'un problème de charité. Le conseil municipal doit contribuer à leur donner les moyens de vivre décemment, ce que le gouvernement leur refuse. Mais surtout il doit leur donner les moyens de se rencontrer, de s'organiser pour défendre leurs intérêts et se rendre utiles à l'ensemble de la collectivité.



Photo Tribune socialiste

4. Les jeunes.

Il ne suffit pas d'abaisser l'âge du droit de vote à 18 ans pour régler le problème. Il faudrait aussi éviter de supprimer les moyens dont disposent les MJC. La municipalité assurera la consultation des jeunes et de leurs organisations.

5. Les handicapés

Il est de bon ton de s'apitoyer sur leur sort. Mais il est encore rare de tenir compte de leurs besoins pour la définition des équipements (qu'il s'agisse des logements ou des lieux de réunion et de spectacle). Ce conseil s'efforcera d'associer ces travailleurs et leur organisation à la vie de la cité. ■



Photo D.R.

villes vivantes

Louviers : les cents fleurs

Du 22 juillet au 20 mars, il est impossible de promouvoir en 8 mois une prise en charge de leurs loisirs par les individus eux-mêmes. C'est un travail de longue haleine et de tous les instants, où les « pesanteurs » de toutes sortes maintiennent l'ensemble des esprits dans un état de dépendance telle que le choix se résume souvent entre la télé à la Guy Lux ou les variétés à la Johnny Stark.

Néanmoins, à Louviers, nous avons essayé de faire quelque chose avec ceux qui ont conscience du problème et de faire avec ce qui existe.

Mais qu'est-ce qui existait ? D'une part, des équipements utilisés suivant les conceptions ou les manies de nos prédécesseurs, et il n'est pas simple d'y résoudre les problèmes car les habitudes prises sont bien ancrées ; d'autre part des équipements délaissés. Un groupe d'amis venus en novembre visiter l'ensemble des bâtiments susceptibles d'être utilisés dans un but culturel en ont retiré une impression d'abandon ou d'absence : l'ex-Maison des jeunes inoccupée, l'Auberge de jeunesse inutilisée, etc. Les exemples abondent et démontrent aisément que la vie culturelle n'était pas le souci majeur de l'ancienne équipe centriste.

Par exemple, nous essayons de relancer le Centre aéré de vacances, mais nous menons parallèlement une politique d'animation de quartiers, en accord avec les habitants de ce quartier quand cela est possible. C'est ainsi que nous utiliserons les locaux de l'Auberge de jeunesse en accord avec les habitants de la ZAC, route du Neubourg, et avec l'accord des aubergistes (ce qui ne va pas sans mal).

Autre exemple : la Maison des jeunes vient de rouvrir après 7 ans

d'abandon... et quelques travaux indispensables. Les jeunes s'y organiseront comme ils l'entendent et rechercheront l'avis d'un animateur placé là pour recenser les besoins et assurer la liaison avec la municipalité et les services communaux.

A l'occasion de l'ouverture de la Maison des jeunes, la commission animation a proposé un programme :

- animation de rues pendant 3 jours (vendredi, samedi, dimanche) ;
- samedi 17 heures : groupes locaux et André Gadouais, un peu dans l'ambiance des soirées-cabarets ;
- dimanche après-midi : grand spectacle avec Joan-Pau Verdier et Bernard Lavilliers.

Ce fut un franc succès. Plus de 800 personnes ont dansé dans la salle, sur la scène même, et les vouîtes de la vieille et incommode salle des fêtes de Louviers garderont longtemps le souvenir des paroles occitanes de Joan-Pau Verdier et sur les airs de sambas de Bernard Lavilliers, nous retiendrons une leçon : même le spectacle peut contribuer à libérer les individus.

Mais cela ne suffit pas, il faut d'autres structures pour exploiter cette brèche... mais ceci est déjà une autre histoire. ■

Pour contrôler la commune : une charte communale, des listes communales.



ENSEMBLE
BATTONS LA DROITE
LA COMMUNE
AUX TRAVAILLEURS !



Nîmes : le marché de producteurs

Le PSU à Nîmes : une poignée d'élus, des militants dans les associations et les syndicats. C'est sur cette base que s'est développée l'action en faveur des marchés de producteurs. Elle s'est déroulée en trois temps.

1. démarrage de l'action de masse

Nos camarades implantés dans les associations de consommateurs poussent à la coordination et au regroupement de celles-ci pour poser le problème des marchés de vente directe des producteurs aux consommateurs. Une démarche est faite en mairie et nos élus y répondent favorablement. Le PC est hésitant, le PS inconsistant.

2. la guerre des communiqués

Le PSU prend publiquement position et soutient l'idée des marchés tout en dénonçant le gros néoço et la chambre

de commerce. Le groupe des élus PSU fait de même. Ces communiqués paraissent chaque fois avant les réunions de concertation consommateurs-producteurs-commerçants. Les derniers par leur hostilité hargneuse, irrités par nos communiqués, accentuent les clivages. Les élus doivent choisir : on ne peut plus noyer le poisson comme l'aurait voulu le PS.

3. l'action du PSU

Distribution de tracts dans les quartiers populaires et certaines entreprises sur le thème : « il faut des marchés de vente directe. Les gros bonnets de la chambre de commerce font obstacle ».

Le Parti communiste, talonné par ses militants, choisit les consommateurs au détriment du négoce. Le PS suit, que peut-il faire d'autre ?

C'est un exemple pour montrer qu'être efficace et compris aujourd'hui, c'est avoir les moyens et la volonté de peser politiquement à tous les niveaux

je désire prendre contact avec le PSU

Nom Prénom

Adresse

Ville Code postal

Profession Age

Bulletin à adresser au Parti socialiste unifié

9, rue Borromée, 75015 PARIS

ABONNEZ-VOUS A TRIBUNE SOCIALISTE

Bulletin d'abonnement à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).
Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles. 100 F (1 an) ; 60 F (6 mois).

entre nous pour vous

résolution politique

La Direction politique nationale du PSU s'est réunie les 19 et 20 février a, à l'issue de ses travaux, adopté la Résolution de politique générale que nous reproduisons ci-dessous.

La politique du pouvoir soutenue par toutes les forces conservatrices et réactionnaires pèse de plus en plus lourdement sur les masses travailleuses. Le Plan Barre apparaît comme une entreprise de remise en ordre, au dépend des travailleurs, des affaires du capital. Son auteur perd son image d'universitaire distingué pour se révéler tel qu'il est : un serviteur zélé et brutal de la bourgeoisie. Son programme est cohérent : relever le niveau du profit en bloquant les salaires, en favorisant l'augmentation de la productivité au détriment de l'emploi, en encourageant les licenciements dans les secteurs peu rentables, accélérer l'adaptation du capitalisme aux conditions de la crise économique, et sa restructuration au détriment du service public et de la sécurité sociale sur lesquels planent des menaces précises de démantèlement et de privatisation partielle.

l'importance des municipales

Dans ces conditions l'enjeu politique des élections municipales apparaît comme de plus en plus important. Un renforcement sensible de l'influence électorale des partis de gauche aggraverait les contradictions internes de la droite et surtout créeraient les conditions d'une riposte des travailleurs à la politique économique et sociale du pouvoir et du patronat.

Une victoire de la gauche aux municipales permettrait de développer la mobilisation populaire sans laquelle aucune conquête du pouvoir ne sera possible. Dans toutes les municipalités conquises ou déjà acquises, tous les moyens, toutes les formes d'actions des travailleurs devront être recherchées.

C'est le sens des propositions définies dans la *Charte municipale* du PSU, et de sa participation aux élections municipales ; le PSU mènera campagne pour les orientations autogestionnaires et pour le rassemblement de tous les autogestionnaires.

Le PSU qui a toujours soutenu la constitution de listes unitaires représentant l'ensemble des forces de gauche, se félicite des résultats obtenus dans cette voie. Il souhaite que certains intérêts partisans, certains calculs électoraux, le refus de faire sa place au courant autogestionnaire soient dépassés. Il y contribuera pour sa part, mais soutiendra des listes autogestionnaires s'appuyant sur les luttes des travailleurs dans la cité, lorsque l'accord sera impossible.

La droite est aujourd'hui en crise, elle est minoritaire dans le pays et sa prochaine défaite électorale est de plus en plus vraisemblable. Les deux principaux courants qui s'affrontent en son sein sont certes l'un et l'autre décidés à défendre les grands intérêts capitalistes. En ce sens, ils sont l'un et l'autre les adversaires acharnés des classes populaires. Mais ils sont profondément divisés sur la meilleure manière d'empêcher les travailleurs de les chasser du pouvoir et sur la politique à conduire dans l'intérêt de la bourgeoisie.

les institutions

Cette crise interne de la droite entraîne une crise des institutions de la V^e République. Le système mis en place par de Gaulle ne peut fonctionner que si le Président de la République est inconditionnellement soutenu par le parti dominant de la majorité parlementaire. Si cette condition n'est pas remplie, le système se grippe, comme on le voit aujourd'hui.

L'affrontement entre Giscard et Chirac en est la manifestation visible.

Il est a fortiori illusoire de croire qu'un gouvernement issu d'une majorité parlementaire de gauche pourrait, sans se renier, gouverner avec un Président de la République dont les pouvoirs demeureraient inchangés. A cet égard, les récentes déclarations de F. Mitterrand sont sur ce point inquiétantes.

Un processus, même limité de transformation des structures économiques et sociales actuelles ne pourra être véritablement amorcé sans la suppression des institutions autoritaires et anti-démocratiques léguées par le gaullisme. Ce devrait être une des tâches prioritaires d'un gouvernement de gauche.

les nationalisations

pourront se créer de nouveaux rapports sociaux par le double contrôle des travailleurs et des usagers sur la

Au plan économique et social, la nationalisation du crédit et des principaux groupes capitalistes peut constituer une réforme essentielle. Mais elle serait vidée de tout contenu si elle se traduisait par une simple étatisation laissant intactes les structures hiérarchiques, les modes de gestion et les mécanismes économiques actuels.

C'est au moment où les radicaux de gauche entament une campagne contre les nationalisations, que s'engage un débat sur la question de leur indemnisation, le PC proposant un système rentrant dans le cadre d'un contrôle étatique, le PS un autre, bâti sur le fonctionnement « normal » du marché privé.

Pour le PSU, les nationalisations seront un moteur des transforma-

tions sociales dans la mesure où gestion des entreprises publiques et sur les grandes options économiques. Elles seront un outil pour réorienter l'économie si elles conduisent à un secteur public diversifié, capable de rompre avec la centralisation bureaucratique du capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat.

Elles peuvent aussi être une arme contre le sabotage économique de la bourgeoisie. Mais cela suppose que ne puisse se reconstituer un puissant capitalisme privé par le biais d'indemnités ou de titres perpétuant les droits des actionnaires sur le capital et le bénéfice des entreprises.

Le capital des grandes entreprises n'est rien d'autre que du travail accumulé ; il s'est d'ailleurs très souvent accru, grâce à des fonds publics. Son appropriation par la collectivité ne peut donc être considérée comme une « spoliation ».

Il convient certes de distinguer le cas des petits porteurs. Mais l'instauration d'une indemnisation systématique, le maintien dans le secteur privé des filiales plus rentables, le refus par principe de nationaliser les entreprises contrôlées par des capitaux étrangers, risquent par leurs effets cumulés, d'ôter une grande part de leur efficacité aux mesures de nationalisation proposées par la gauche.

Le PSU a déjà proposé qu'un débat public ait lieu au sein du mouvement ouvrier sur ces questions. Un succès des forcés de gauche aux élections municipales ne peut que rapprocher les échéances. Une réflexion et un débat approfondis sur les problèmes essentiels qu'auraient à affronter un éventuel gouvernement de gauche, et sur les conditions et les rythmes d'un processus de transition vers le socialisme, n'en sont que plus urgents. ■

conférence de presse

« Croire qu'on peut engager un combat purement écologique, c'est-à-dire refuser de manifester un choix clair sur ce qui va faire le fond de l'affrontement prochain, est aussi sérieux que d'avoir pu croire qu'on aurait pu faire du pacifisme en 1942 », a déclaré notamment

M. Mousel, secrétaire national du PSU, devant la presse, réunie le lundi 21 février rue Borromée. Evoquant les prochaines municipales et le contexte dans lequel elles vont se dérouler, M. Mousel devait insister sur la nécessité d'offrir une alternative globale à la

politique du pouvoir. A propos des nationalisations, de leur nécessité, mais surtout de leur contenu, notre camarade a évoqué ceux qui « aujourd'hui accèdent à l'idée que les nationalisations ne sont pas une expropriation ». ■



Photo AFP

les écologistes aux municipales

TS tient à donner à ses lecteurs un dossier complet sur les municipales. Si le PSU s'inquiète de la volonté d'autonomisation plus ou moins apolitique de la plupart des listes « écologistes », ce n'est pas une raison pour ne pas en parler. Claude-Marie Vadrot présente ici une analyse qui éclaire bien des aspects du phénomène, bien que nous ne la partageons pas totalement sur quelques points : il nous faudra, en particulier, revenir prochainement sur la position propre au PSU, et sur le rôle qu'il entend jouer du point de vue écologique dans son combat unitaire.

La rédaction □

Pour la deuxième fois en moins de dix ans, l'écologie est en train de triompher de la mode : des municipales aux assises antinucléaires de l'Isère, qui se sont tenues pendant le week-end, en passant par la campagne contre la chasse, le recours aux énergies douces ou la lutte contre le trust Péchiney qui manifeste autant de mépris vis-à-vis des habitants d'une région que vis-à-vis des travailleurs qu'il emploie, un mouvement autonome est en train de s'affirmer face à toutes les tentatives de récupération ou de réformisme hâtif. On pouvait calmer les « protecteurs de la nature », au début des années 1970, en plantant quelques arbres ; désormais pour faire taire les écologistes il faut leur offrir un autre type de société, une autre conception du développement économique.

Autrement dit d'Ornano et Chirac peuvent bien promettre des fleurs à côté du béton, les écologistes réclament ces fleurs à la place du béton ; le pouvoir peut bien annoncer un effort sur les transports collectifs pour limiter, par la dissuasion, l'usage de la voiture individuelle en ville, les écologistes répondent que ces transports sont à mettre en service à la place de la bagnole.

Cette radicalisation du mouvement écologique politique apparaît comme irréversible. Les vieilles associations traditionnelles, elles-mêmes, sous peine de perdre ce qui leur reste d'impact et de crédibilité, se trouvent dans l'obligation de parler plus haut et plus fort, de prononcer des jugements qui ressemblent parfois, ô horreur, à de la politique.

Cette évolution du mouvement écologique explique qu'après l'expérience de 1974, on le retrouve massivement présent aux municipales ; et seul. Et il faut bien ajouter seul face à la gauche et face à la droite. Car si nous savons pourquoi le mouvement écologique s'oppose à toutes les formes de la droite, c'est-à-dire à tout ce qui s'est fait jusqu'à présent, il n'est pas difficile non plus de comprendre pourquoi les écologistes organisés ou inorganisés se méfient de la gauche. Ni le PS ni le PC n'apparaissent, dans les mots comme dans les faits, en mesure de répondre aux aspirations écologiques : changer quelques uns des termes de la

démarche technocratique ne suffit pas pour changer tous les rapports de l'homme avec son milieu, qu'il soit naturel ou urbain.

Pour ces élections on rencontrera des écologistes à Paris, à Lyon, à Montpellier, à Toulouse, à Lille, à Dunkerque, à Strasbourg, à Mulhouse, dans plusieurs communes de la région parisienne, à Lons-le-Saulnier, à Marseille, à Nice pour ne citer que les villes importantes dans lesquelles se présenteront des listes complètes ; ainsi, en Alsace, il y aura

des candidats dans une cinquantaine de villes et de villages, dans le Nord et dans la Saône il y aura de nombreux candidats isolés ainsi qu'en Bretagne.

écologistes et chiffons verts

Une présence que les sondages, ceux qui sont publiés comme ceux qui restent dans les tiroirs, chiffrent de 6 à 15 %, exceptionnellement 20 %, des intentions de vote. Pourcentages discutables à bien des égards, mais qui font apparaître une certitude : le mouvement écologique sera une composante importante de cette consultation électorale en dépit des efforts de la droite pour brandir en hâte quelques chiffons verts devant les yeux des électeurs. En dépit aussi, il faut bien le dire, de la précipitation de la gauche à bricoler un discours un peu moins irresponsable dans ce domaine.

Ça et là les écologistes et le PSU ont tenté de trouver un terrain d'entente. Les pourparlers ont eu des résultats dans quelques villes où le PSU a été rejeté par l'Union de la gauche (Toulouse, Lyon, Lille). Mais beaucoup de conversations ont échoué sur un principe que se refusent à abandonner les « candidats verts » : ils ne veulent donner aucune consigne de vote au second tour. Avec deux exceptions : à Lille et à

Lyon si la gauche fournit des réponses satisfaisantes et précises entre les deux tours, notamment sur le problème nucléaire, les écologistes prendront position de façon critique mais claire.

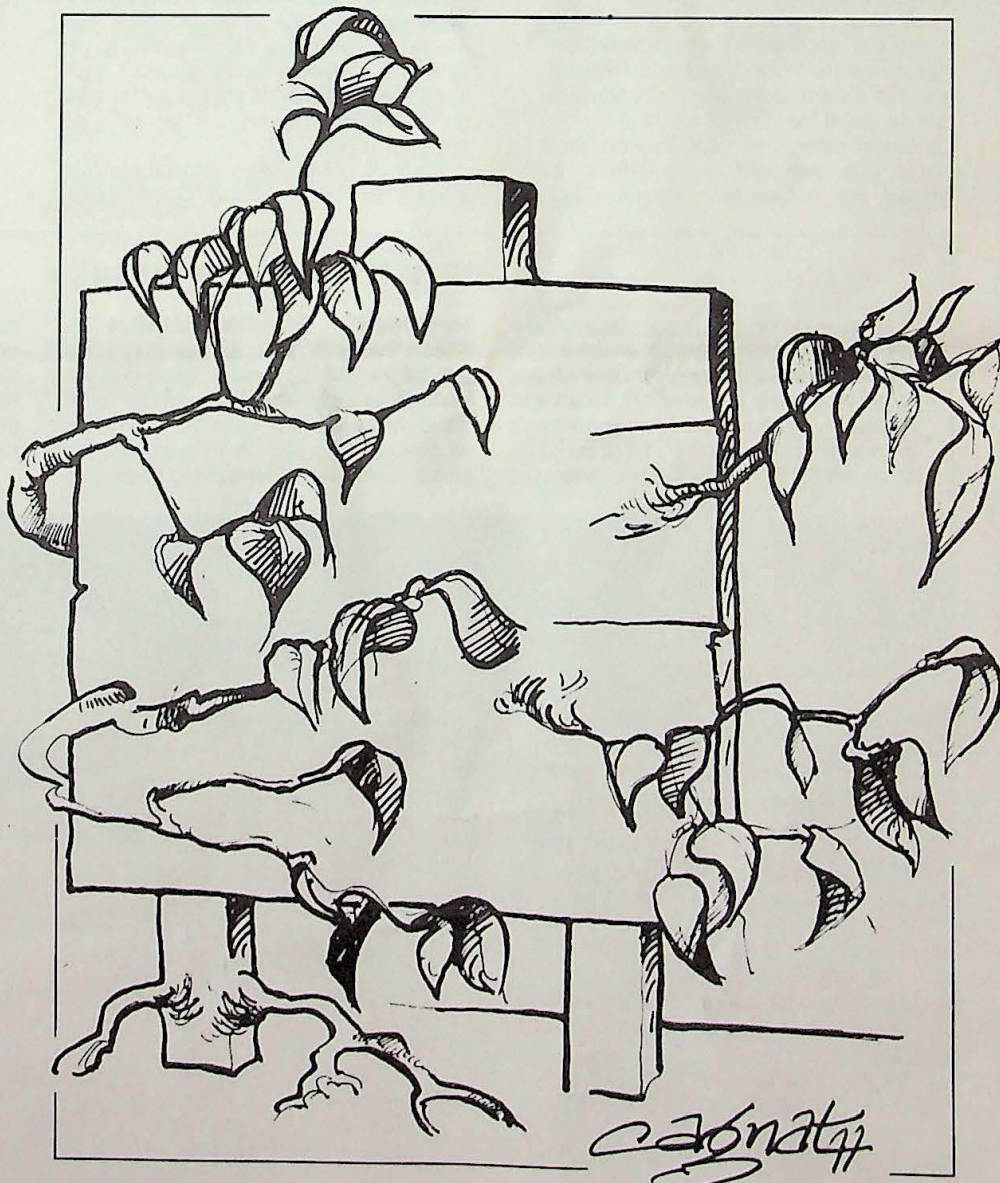
Ce refus du désistement, plus ou moins bien expliqué ou nuancé selon les groupes ou les associations, est le résultat d'une évolution inquiétante. Car, au-delà des revendications avancées par les groupes qui se réclament de l'écologie politique (autogestion, décentralisation, pouvoirs donnés à des comités de quartier, lutte contre toutes les pollutions, refus du pillage du tiers monde, refus des gaspillages de l'énergie, transport collectif, espaces verts et modération de la croissance) on observe un retour offensif des associations « apolitiques ». Des associations que les luttes menées depuis quelques années avaient relégué au second plan. Des associations « alléchées » par cette fâcheuse tendance des écologistes à déclarer brutalement que gauche ou droite le problème n'est plus là, ou à expliquer que c'est « blanc bonnet et bonnet blanc » en ce qui concerne l'écologie.

la dérive

De formation récente, en proie à de multiples courants, guettés par toutes sortes de manipulateurs et livrés à eux-mêmes par les partis politiques qui n'ont rien compris à la sensibilité écologique, les défenseurs de la nature viennent d'amorcer une sorte de dérive qui peut remettre en question tout l'acquis des dernières années. Une situation qui est très bien exploitée par les réformistes. A

- Paris-écologie, 117, avenue de Choisy, Paris (14^e). C'est aussi l'adresse des Amis de la Terre.
- Amis de la Terre de Lille, 51, rue de Gand.
- Ecologie et Survie coordonne les candidatures en Alsace, 10, avenue de Lattre-de-Tassigny, 68100 Mulhouse.
- Mouvement écologique Rhône-Alpes, animé par Philippe Lebreton, coordonne les candidatures sur Lyon et la région, 62, rue Mercière Lyon (2^e).
- Mouvement écologique, 65, bd Arago, Paris (13^e), présente des listes dans plusieurs villes et avec Paris-écologie ; a mis sur pied, comme les Amis de la Terre, un bureau de liaison destiné à aider les candidats verts.
- Amis de la Terre de Caen, porte-parole des anti-électorales, 15, rue Pémagnie.
- SOS-Paris, 7, rue des Boulangers, Paris (5^e).
- Bureau de liaison des associations de protection de la région parisienne, 2, rue Bautreil, Paris (4^e).

En Alsace, lors des cantonales, le candidat écologique le mieux placé avait fait 12,9 % des voix. Toujours aux cantonales, des représentants d'associations de défense avaient obtenu 26 % à Pontoise, 17 % à Poissy, 13 % au Chesnay, 9 % à Ermont, 7 % à L'Hay-les-Roses. A chaque fois que ces candidats se sont maintenus au second tour, la victime a été le candidat de la majorité. Au cours d'une élection partielle (municipale) au printemps dernier, à Châtenay-Malabry, ils avaient obtenu 23,5 % des voix, entre le candidat de gauche (54 %) et celui de droite (22,5).



cet égard, la formation du cartel électoral *Paris-écologie* est particulièrement révélatrice : face aux *Amis de la Terre* dont la recherche politique est indéniable, dont la situation à gauche ou plus exactement à l'extrême gauche est reconnue et assumée par la majeure partie de ses militants, des associations comme le *Droit des piétons*, *SOS Paris* et le *Bureau de liaison des associations de protection de la nature de la région parisienne* n'ont pas eu grand mal à imposer le non-désistement, le désengagement politique. D'autant plus que l'ultra-gauchisme du mouvement écologique poussait également dans ce sens.

Si l'argumentation des écologistes expliquant, « nous ne sommes pas des marchands de voix, et notre volonté autogestionnaire implique que nous laissons à chacun son libre arbitre », est sincère, les motivations de la mouvance réformiste qui tente de reprendre pied sont largement moins pures. Et l'assurance donnée en privé par des responsables des *Amis de la Terre* que tout sera fait pour que la gauche profite du mouvement ainsi créé n'est pas suffisante pour écarter les deux dangers en vue.

écologie : le choix reste à faire

Le premier est immédiat : il est irresponsable de perdre des voix au profit de la droite, même lorsque l'on est profondément déçu de l'attitude

des partis de gauche. C'est d'ailleurs au nom de cette analyse que René Dumont a expliqué récemment dans *Politique-Hebdo* (1) qu'au second tour il voterait pour « *le moins mauvais à gauche* ». Deuxième danger, plus grave : réveiller, encourager le courant écologique apolitique. Il n'attend que cela, quitte à se parer dans un premier temps d'une phraséologie progressiste. Un retour en arrière de dix ans, au temps des défenseurs de l'environnement qui n'étaient qu'une version intelligente des notables, frémissement d'indignation à l'idée que l'on puisse souhaiter transformer la société pour sauver les rivières et les petits oiseaux. On connaît l'antienne : la politique était pour eux la pire des *pollutions*. Certains écologistes le répètent aujourd'hui : sans paraître se souvenir qu'il s'agit là du plus sinistre et dangereux argument de la droite.

Après l'épreuve électorale, l'écologie demeurera à l'ordre du jour dans tous les partis. Reste à savoir s'il en est qui auront véritablement compris ce qui s'est passé. Reste aussi à savoir si les mouvements de l'écologie politique sauront, rapidement, se débarrasser des ambiguïtés en choisissant leur ennemi principal, tout en affirmant, comme c'est normal, l'originalité de leurs revendications.

C.M. VADROT ■

(1) N° 256, dossier consacré à l'écologie et aux municipales.

nucléaire : candidats, répondez !

Avant les élections municipales, dans chaque commune, chaque candidat présentera, au cours de débats publics, son programme. Il est important que partout même hors des sites retenus nous forçons les candidats à répondre très clairement sur les choix énergétiques, la croissance capitaliste et la société que cela impose.

Il ne faudra se faire aucune illusion s'agissant des réponses qui viennent de la droite. Michel d'Ornano, le candidat écologiste bien connu nous répétera, sans aucun doute, qu'il s'oppose pour deux ans au projet démentiel de centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine. Ce projet qui est, rappelons-le, défendu par le ministre de l'Industrie giscardien, Michel d'Ornano, soi-même.

« nucléaire socialiste »

Du côté de la gauche, il faudra que les choses soient claires. Le mythe dangereux du nucléaire au service des travailleurs doit vite disparaître ! Alors, candidats de la gauche, répondez-nous ! Acceptez-vous que l'on prenne en votre nom le pari qui consiste à dire : « Les problèmes des déchets, non résolus actuellement, le seront plus tard ? »

Vous aurez à gérer votre commune ; alors êtes-vous prêts à accepter toutes les conséquences de l'énergie nucléaire ? Toute commune est susceptible d'être le site d'une

centrale future, de mine, de passage de lignes à très haute tension, ou de toute autre installation plus indirectement liée au nucléaire.

Peut-on envisager avec le sourire le passage des camions de déchets à destination de La Hague ? Quelles conséquences auront sur notre vie le réchauffement des rivières, les rejets de chlore et les brouillards formés par les tours de refroidissement ?

Monsieur le candidat, vous devez aussi savoir que le nucléaire n'a pas que des conséquences sur l'environnement. Il s'agit surtout d'un choix politique.

La production d'électricité doit-elle être confiée à des unités géantes ou, au contraire, à des installations de taille raisonnable ? Sur votre commune, favoriserez-vous par l'information, les subventions ou tout autre moyen, le développement des énergies solaires, géothermique, éolienne ou autre ?

Vous savez aussi que le chauffage électrique est le mode de chauffage qui consomme le plus d'énergie primaire. Refuserez-vous le permis de construire aux logements et aux

locaux prévoyant d'installer le chauffage électrique intégré ?

Ce gaspillage d'énergie et la mise en place de l'infrastructure nucléaire oblige la direction d'EDF à s'endetter fortement et à augmenter abusivement ses tarifs. Soutiendrez-vous ceux qui s'opposent à ces augmentations ?

quand vous serez maire...

Enfin, quand vous serez maire, laisserez-vous EDF et les organismes préfectoraux passer outre vos déci-

manifestent leur refus du programme nucléaire ?

Voilà, candidats, répondez clairement à ces questions qu'on sache mieux qui vous êtes et ce que vous souhaitez.

Et vous, candidats écologistes, répondez à celles-ci : ne pensez-vous pas que la recherche d'appuis larges, indifféremment de gauche ou de droite (voir pour cela la façon plus qu'ambiguë dont ont été constituées les listes de Paris-Ecologie), va rendre votre action inefficace si vous réchappez de la tentative avouée de récupération par la droite ? Croyez-vous pouvoir gagner la bataille écologique sans la classe ouvrière, où pen-



Photo X

sions ? Souhaitez-vous un large débat démocratique sur les problèmes de l'énergie, local, régional ou national ? Pour cela vous opposerez-vous à tous les moyens illégaux qu'utilise EDF pour fausser ce débat : publicité mensongère pour le chauffage électrique, publicité auprès des enfants des lycées grâce à des documents et des diapositives, distribution de brochures sans aucune objectivité.

Vous opposerez-vous à l'intervention de policiers et de militaires contre les populations si celles-ci

sez-vous que cette dernière va vous suivre quand vous dites « gauche et droite, c'est la même chose » ?

Nous ne pouvons pas mener la lutte en nous coupant des travailleurs. C'est leur lutte de tous les jours. Alors, partis de gauche, inscrivez-la sérieusement à votre programme. Et vous, candidats écologistes, cessez de penser qu'il n'y a d'autre lutte que la vôtre.

Michel MARTIN ■

Chambéry contre Malville allez les antinucléaires !

Dernière manifestation de la « Semaine contre Malville et le nucléaire », à Chambéry-le-Haut, le vendredi 25 février, à 20 h 30, salle de la rue du Pré-de-l'Ane.

Le clown-atome Jean Kergrist, avec sa Centrale balladeuse, présentera son spectacle « Malville », suivi d'un débat sur les suites à donner aux Assises contre Super-Phénix. Prendre contact avec la section PSU, 85, rue Croix-d'Or, 73000 Chambéry (permanence tous les jeudis à 20 h 30). ■

et pourtant elle tourne...

Algérie : dégel politique ou confirmation du régime ?

Jun 1976 : les Algériens débattent de la Charte nationale qu'ils adoptent, le 27, par 98,5 % des suffrages exprimés. Les débats qui ont lieu alors, très vifs, mettent en cause la bureaucratie politique et les cadres administratifs. Est-ce le début d'un certain dégel politique ? En fait, les consultations suivantes — référendum sur la Constitution en novembre, élection présidentielle en décembre — et l'actuelle campagne pour l'élection des 261 parlementaires qui constitueront l'Assemblée nationale le 25 février prochain marquent une certaine reprise en main du pays par les appareils. Un groupe de camarades et de sympathisants qui ont vécu, en Algérie, cette période d'élections en cascade racontent.

Depuis 1965, le pouvoir législatif algérien était exercé par le Conseil de la Révolution que préside H. Boumediène. Ce Conseil s'est donné pour rôle de créer un Etat « sérieux et organisé » en mettant en place des institutions destinées à « survivre aux événements et aux hommes ».

En Algérie, de manière assez originale, c'est au niveau des entreprises et des communes qu'a commencé le processus d'installation des institutions : il aura duré 10 ans. Le 25 février 1977, l'élection de la première « Assemblée populaire nationale » (APN) couronnera cet édifice. Le rôle de cette assemblée ? Elaborer et voter la loi, et « œuvrer à la défense et à la consolidation de la révolution socialiste ». Ces attributions étaient jusqu'à présent celles du « Conseil de la révolution » qui devrait donc être dissout.

Depuis plus de 6 mois, l'Algérie vit donc au rythme des consultations électorales. Les moyens d'informations sont mobilisés pour vanter les réalisations de ces dix dernières années, et pour inciter la population à participer massivement aux élections et aux diverses manifestations qui les accompagnent (meetings, débats, marches de soutien...). Les problèmes jusqu'alors brûlants, comme l'affaire du Sahara ou les tensions algéro-françaises, ont été relégués au second plan.

une Constitution taillée sur mesure

Dernière consultation en date, l'élection présidentielle du 10 décembre 1976 a plébiscité Boumediène par 95,28 % de « oui ».

Quelques semaines auparavant, le 19 novembre, la Constitution avait été adoptée par voie de référendum (99,18 % de « oui » par rapport aux suffrages exprimés). Traduction juridique des options affirmées dans la Charte nationale, elle fournit un cadre légal à l'élection présidentielle.

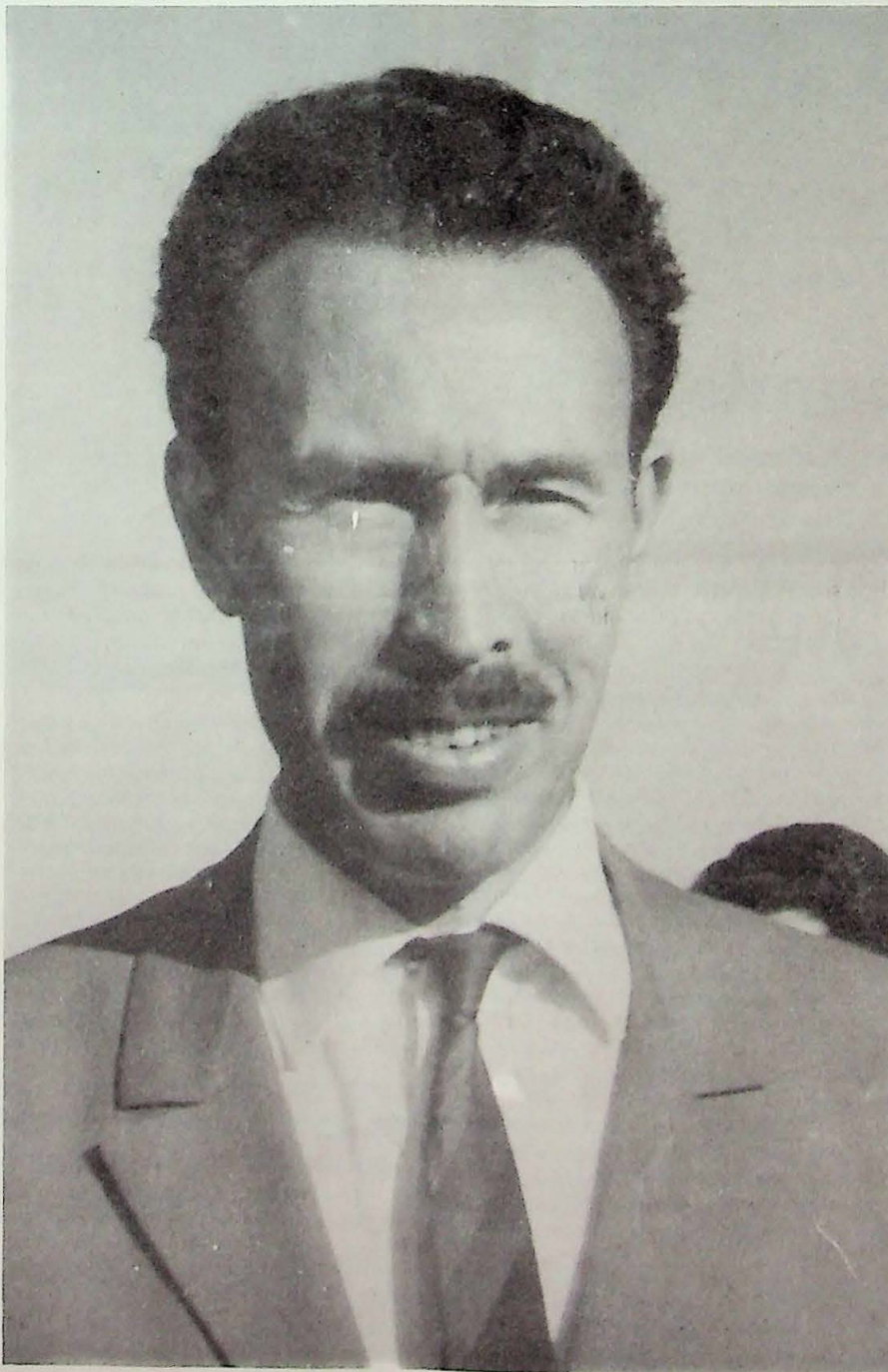
La Constitution est effectivement taillée à la dimension de Boumediène. Elle institutionnalise les pou-

voirs qu'il exerçait de fait auparavant, et par là lui donne une plus grande marge de liberté. Le « verdict populaire » confère à l'homme une légitimité nouvelle, moins fragile que la « légitimité révolutionnaire » qu'il détenait du coup d'Etat de 1965.

reprise en main et enthousiasme sur commande

Le vaste débat populaire engagé à l'occasion de la discussion de l'avant-projet de Charte nationale a suscité de grands espoirs chez les participants : amélioration des conditions de vie, fin de la corruption — pourtant moins grande ici que dans d'autres pays du Maghreb — lutte contre la bureaucratie, instauration d'un véritable contrôle populaire. Mais, la reprise en main qui s'est opérée au moment de l'élection présidentielle et l'enthousiasme de commande qui a culminé par une campagne d'une

H. Boumediène : « Un Etat capable d'assurer l'ordre et la discipline. »



démagogie rare, ont créé un certain malaise : ceux-là même qui orchestraient cette campagne n'étaient-ils pas ceux qui avaient été mis en cause lors des débats sur la Charte nationale ?

La Charte nationale, la Constitution semblent en définitive le résultat d'un compromis entre les différents intérêts qui s'opposent au sein de la classe dirigeante.

Après 1965 le régime s'était donné pour tâche prioritaire la remise en ordre de l'économie ; il lance un pro-

Les institutions algériennes

- A la tête de l'Etat algérien, le pouvoir était exercé par :
— Le Conseil de la Révolution présidé par Boumediène. Il comprenait 26 membres le 5 juillet 1965 ; il en reste 11 actuellement dont plusieurs militaires. Il continue d'exercer ses fonctions, tant que toutes les nouvelles institutions ne sont pas en place.
— Le Conseil des ministres, présidé par Boumediène qui assure aussi les fonctions de ministre de la Défense.
 - Les communes sont gérées depuis 1967 par des assemblées populaires communales élues sur listes présentées par le FLN.
 - Les wilayates (départements) le sont par des assemblées populaires de wilaya élues. A la tête de chaque wilaya se trouve un wali (préfet), nommé par le gouvernement.
 - A terme, les assemblées de travailleurs des unités de production devraient prendre en charge la « gestion socialiste des entreprises ».
- Le processus électoral actuel a pour but d'achever la construction de l'édifice institutionnel algérien, en dotant d'Etat d'une Constitution, d'un président de la République et d'une Assemblée nationale.

La charte nationale

C'est, depuis son adoption, le texte de référence du parti et de l'Etat. Elle contient toutes les grandes orientations de la politique algérienne, sur les plans intérieurs et extérieurs.

Le projet de charte a donné lieu à un large débat populaire, à l'issue duquel, le texte a été amendé. Le « débat » populaire a été réel. Dans les multiples réunions et assemblées qui se sont tenues, beaucoup de gens ont pris la parole et exprimé en vrac leurs opinions sur toutes les questions qui touchaient à leur vie quotidienne : la bureaucratie, le coût de la vie, le gaspillage, la corruption, l'Islam, le rôle de la femme...

Mais cette expression populaire a été court-circuitée par des éléments de droite, et par la suite canalisée, orientée et censurée par les cadres du parti et des organisations de masse, chargés de faire la synthèse des débats, en vue de la conférence nationale qui a rédigé le texte définitif.

gramme d'industrialisation et de nationalisations qui doit permettre une accumulation rapide d'un capital et d'un potentiel solides économique au niveau national. Mais, lorsque ce même régime lance la « Révolution agraire » en 1971, les premières tensions apparaissent. Les grands propriétaires terriens (bien représentés au sein du FLN et de l'armée) sentent leurs intérêts menacés. Dès lors commence une certaine désorganisation de l'économie, que traduisent en particulier les problèmes de la distribution des denrées alimentaires : pénurie

prix est incapable, par exemple, d'empêcher les hausses artificielles des prix déclenchées par des grossistes qui stoken (cas de la sauce tomate).

une vie politique gelée par Boumediène

En se dotant d'institutions, et en essayant de réorganiser, l'Etat heurte de front les intérêts des fractions de la bourgeoisie auxquelles profitait la désorganisation de l'économie.

Dans les débats sur la Charte nationale, ils ont certes été attaqués. Mais ils ont rapidement canalisé, puis pris en main, la mobilisation pour le soutien de Boumediène et l'application des principes de la Charte. Parfois très maladroitement. Comment expliquer, autrement que par l'excès de zèle, l'arabisation sauvage qui s'est effectuée à Alger (où des pinceaux rageurs ou consciencieux ont effacé toute trace de langue française, même lorsque l'inscription correspondante en arabe était inexistante), la campagne de sécurité qui a multi-



ries réelles ou provoquées, marché noir, flambée des prix... Les gros commerçants (mandataires, intermédiaires en tout genre) ont en effet conservé une place importante dans les circuits de commercialisation, malgré diverses tentatives pour les éliminer.

Par ailleurs, un certain nombre de mesures concrètes (gratuité des soins, scolarisation massive, construction de « villages socialistes », gestion socialiste des entreprises), et les discours du régime sur sa volonté d'engager le pays dans la voie du socialisme, achèvent de diviser la classe dirigeante et, par là même, l'ensemble des rouages de l'Etat. Le Conseil de la Révolution et le Conseil des ministres sont divisés, des affrontements ont lieu à l'intérieur des ministères et des sociétés nationales.

Tant que les sociétés nationales ne sont pas en mesure d'assurer l'ensemble de la fabrication ou de l'approvisionnement en biens de consommation de base au moins, l'Etat sera obligé de tolérer l'existence d'un secteur privé et de se plier, en fait, aux diktats de la bourgeoisie commerçante; on l'a vu lors de la grève de la boucherie, à Alger, en avril 1976; et l'on sait que l'Office des

Dans sa grande majorité, la population soutient cette tentative de réorganisation, et plus particulièrement la personne de Boumediène dont l'image est celle d'un homme intègre et providentiel: doté des pleins pouvoirs, on le croit capable d'effectuer cette mise en ordre.

Les résultats des consultations électorales sont-ils gonflés? Il n'en reste pas moins que le « oui » (généralement compris comme un « oui à Boumediène ») est largement majoritaire. D'autre part, si Boumediène apparaît comme l'homme de la situation, n'est-ce pas aussi parce qu'il a su mettre à l'écart tous ceux, personnes ou groupes, qui auraient pu apparaître sur la scène politique? En confiant à un cercle restreint de militants les tâches de gestion dans l'administration et les sociétés nationales, il a largement « gelé » toute vie politique réelle.

une reprise en main maladroite

Ses soutiens? Une bourgeoisie d'Etat naissante (bureaucratie?) et des cadres administratifs passablement opportunistes.

plié les contrôles d'identité et s'est tout à la fois attaquée aux dragueurs, aux délinquants, aux couples non mariés, et le déferlement de rumeurs plus ou moins fantaisistes qui empruntait ses thèmes aux intégristes musulmans (interdiction du « jean » pour les femmes, obligation de porter le voile, fermeture des bars...)?

La mobilisation pour les élections a pu faire passer provisoirement au second plan les difficultés de la vie quotidienne: chômage important, habitat urbain ou péri-urbain insuffisant, difficultés d'approvisionnement, augmentation des prix... Les gens attendent beaucoup de Boumediène mais le durcissement de certaines luttes — à la Sonatrach, chez les étudiants, dans les transports — prouvent qu'une partie de la population se sent peu concernée par les règlements de compte internes à la classe dirigeante.

A l'issue de cette période électorale, le rapport des classes en Algérie ne se trouvera pas modifié. Le « contrôle populaire » tant promis se solde par un renforcement de l'appareil d'Etat et du Parti.

On ne peut pas tout dire

● « J'ai donné des directives pour qu'aucune livraison d'armes à l'Afrique du Sud ne puisse s'effectuer. [...] Les dispositions sont prises pour qu'il n'y ait plus de livraison ». Les déclarations faites par Giscard d'Estaing à Bamako, capitale du Mali, lors du voyage qu'il vient d'effectuer dans ce pays ont plus que surpris les observateurs. Elles rappellent étrangement celles effectuées à Kinshasa, le 9 août 1975. La mesure était apparue alors spectaculaire. On connaît la suite. Il est probable qu'aujourd'hui elle soit suivie des mêmes effets. D'autant que la France s'apprête à livrer à l'Afrique du Sud une série de 48 Mirage F1, que cette dernière vient de passer commande aux arsenaux de Lorient de deux avisos de 1 200 tonnes chacun, qu'elle se prépare à recevoir deux sous-marins commandés aux chantiers Dubigeon-Normandie à Nantes. Les contrats en cours seront donc honorés. Quoi qu'il en soit des intentions du gouvernement français, une chose est certaine: l'embargo ne s'appliquera pas aux armements navals, les seuls précisément que l'Afrique du Sud ne soit pas en mesure de fabriquer elle-même. Pour le reste — armement léger — la RSA a atteint le cap de l'autosuffisance. ■

● Un comité de lutte contre la répression au Maroc vient de se constituer à Besançon pour dénoncer la répression qui s'abat sur le peuple marocain, les arrestations et enlèvements, la torture systématique à l'encontre des détenus politiques (600 de 1974 à 1976), dénoncer la répression que subissent les travailleurs marocains en France et en Europe alors que se déroule le procès de 178 marxistes léninistes en grève de la faim depuis le 25 janvier. Toutes les personnes désireuses de participer au comité de lutte et de se renseigner sur les actions à mener, peuvent contacter: H. LOMBARDI, 29, Krue Brûlard, 25000 Besançon. ■

● Barcelone le 30 janvier 1977: une cinquantaine de militants de FAI anarchistes espagnols, étaient arrêtés alors qu'ils se réunissaient pour soutenir la CNT contre les violences fascistes. Sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre eux, certains sont toujours au secret. Ils ont subi des tortures. Le prétexte? L'habituelle rengaine: un « complot anarchiste ». ■

répression dans les pays de l'Est

La Direction Politique Nationale du PSU réunie les 19 et 20 février 1977, assure sa pleine et entière solidarité tous ceux que frappe la répression politique, sociale, religieuse et nationale dans les pays qui se prétendent socialistes. Considérant que tous les travailleurs de quelque courant d'idées qu'ils se réclament, les minorités nationales, les croyants, ont droit à leur identité propre et à l'expression de celle-ci, le PSU juge décisif pour l'avenir du socialisme en Europe et dans le monde le respect des droits et libertés élémentaires, individuels et collectifs ; droit de grève, droit de réunion, de manifestation et d'association, droit de circulation des hommes et des idées.

En URSS, la répression incluant l'usage de la psychiatrie à des fins politiques et l'aggravation des conditions d'existence des détenus politiques déconsidèrent ce pays aux yeux des travailleurs du monde entier et s'opposent à l'idée même du socialisme. Les opposants y réclament au minimum l'application des dispositions figurant dans la constitution de l'URSS de 1936, en d'autres termes,

le respect des engagements pris par le pouvoir en place.

La contestation qui se développe aussi en Tchécoslovaquie, en Pologne et en RDA réclame aussi l'application des accords d'Helsinki concernant le respect des droits de l'homme.

Le PSU rappelle que, conformément à la déclaration faite en son nom le 26 septembre 1976 à Helsinki, que les accords sur les droits de l'homme, signés en 1975 doivent être intégralement appliqués par tous les Etats signataires.

Pour le PSU la référence à ces accords ne peut en aucune manière être acceptée comme consacrant la division du monde en zones d'influence et comme s'opposant au plein respect du droit à l'autodétermination des peuples.

La DPN du PSU salue le courage de ceux qui, refusant le désespoir, luttent aujourd'hui dans ces pays pour une démocratie ouvrière et socialiste.

Elle salue le Comité soviétique des droits de l'homme animé par Andréï Sakharov ainsi que les groupes de surveillance pour l'application des accords d'Helsinki qui se sont formés



Photo AFP

Arrivée de A. Amalrik à Paris le 20 février 1977.

à Moscou, en Ukraine, en Lituanie, etc.

Elle salue de même le Comité de défense des ouvriers en Pologne et les signataires du Manifeste 77 en Tchécoslovaquie et tous ceux qui

comme Woll Biermann en RDA luttent dans ce sens en Europe de l'Est.

Le PSU affirme sa pleine solidarité face à la répression qui les atteint.

Il s'engage à appuyer leur action dans toute la mesure de ses moyens.

tribune libre

après Strasbourg

Le congrès de Strasbourg qui s'est tenu à la fin du mois de janvier, n'a pas pris en compte la situation réelle de l'ensemble des exploités du pays. Il n'a donc pas doté le Parti de cette stratégie sans ambiguïté qui lui aurait permis de s'inscrire dans l'histoire du mouvement ouvrier, non pas seulement au travers de décisions à court terme, mais en plongeant dans le long terme, c'est-à-dire en relation avec le désir grandissant pour un changement effectif de société.

Les trois textes publiés dans le numéro de *TS* suivant le congrès, sont révélateurs à ce sujet : d'abord la réaffirmation du glissement vers l'Union de la gauche, malgré les précautions de langage; ensuite la théorisation trop abstraite de la construction d'une convergence (le mot est à la mode !) des autogestionnaires; enfin des éléments pour un programme d'unité populaire vers l'autogestion, maintenant ainsi l'ambiguïté entre programme de transition et programme d'action.

Révéléateur parce qu'on ne voit pas ce qui les relie entre-eux, sinon l'incantation autogestionnaire, substitut à tous les problèmes réels.

blocage ?

Le Parti est-il pour autant bloqué, ses militants se trouvent-ils paraly-

sés? Le PSU, depuis 1969 (congrès de Dijon) a appris à tenir en compte que, comme le disent les Chinois, « un se divise en deux ». Par là, plus modestement, disons qu'il y a une direction qui vit sur l'acquis négatif (ni social-démocratie, ni stalinisme) pour « transformer » socio-démocrates et staliniens en bon révolutionnaires. Il y a une base, ballotée, tiraillée, souvent au bord du découragement, qui repart chaque fois et pour laquelle les acquis de la pratique confirment la place, dans ce pays, pour une alternative positive, hors des sentiers battus que lui tracent les directions successives du Parti. Là est, sans doute, la vérité, l'authenticité d'un Parti révolutionnaire, autogestionnaire. L'histoire du mouvement ouvrier a prouvé chaque fois que cette opposition base-sommet (principe de la révolution culturelle, de la révolution dans la révolution) s'exerçait, le mouve-

ment progressait au niveau de la qualité de sa démarche.

Déjà, en ce qui concerne les élections municipales, il apparaît que la base du PSU avait appliqué le mandat difficile, ambigu du conseil de Joinville en tenant compte du rapport de force, en mettant en avant le désir de faire progresser la démocratie prolétarienne, plutôt que celui de placer « coûte que coûte » des militants dans les municipalités. Les acquis des luttes sur le terrain concret de l'affrontement bourgeoisie-prolétariat et sur celui, non moins concret, de la contradiction seconde (compétents, exécutants) ont eu en partie raison des tentatives « unitaristes » pour quatre.

contradictions ?

A la base, en prenant en compte les contradictions secondes qui traversent la classe ouvrière, voire l'ensemble des exploités (homme-femme, jeune-adulte, Français-immigrés, ville-campagne, etc.). Les militants ont perçu la divergence stratégique irréversible qui les séparait des forces de gauche groupées autour du Programme commun, non seulement pour la mettre en évidence, mais afin

d'élaborer une perspective autonome, appuyant des luttes de plus en plus émancipées par rapport au projet de l'Union de la gauche.

Oui, des bases sociales, à peine effleurées par les partis de gauche qui les utilisent en appoint, minoritaires dans les syndicats quoique actifs dans une CFDT moins « fossilisée » par le bureaucratisme organisationnel. Cette base sociale et politique existe pour un projet de société différent, authentiquement construit sur les aspirations autogestionnaires des plus exploités. Mai 1968 a mis cette vérité en évidence. Depuis, cette vérité mûrit massivement dans les luttes, malgré la répression, sans précédent, du plan Barre, malgré les attermoissements de la gauche réformatrice plus récupératrice que porteuse d'espérance vraiment nouvelle.

L'évidence de ce dualisme base-sommet dans le PSU que n'a pas pu éliminer le congrès de Strasbourg donne à chacun des militants le droit et le devoir de poursuivre avec ténacité le débat à travers la théorie et la pratique pour l'élaboration d'un véritable programme de transition socialiste au communisme autogestionnaire.

Michel CAMOUIS ■

les armes de la critique

Daniel Schmid à Tribune socialiste : « le philosémite est aussi dangereux que l'antisémite »

T.S. : Qu'as-tu voulu démontrer avec *L'Ombre des Anges* ?

Daniel SCHMID : L'idée vient de Rainer-Werner Fassbinder. Ce film était une pièce de théâtre et Rainer a voulu que j'en sois le cinéaste. Nous avons voulu parler du système, du pouvoir qui sont des machines meurtrières. J'ai voulu, personnellement, montrer que le pouvoir menait l'homme à sa perte ; que les êtres étaient bloqués parce que le système lui-même était bloqué. En fait, si le système changeait, les personnages pourraient devenir tout autres !

T.S. : Tu parles de tes personnages. Ne sont-ils pas un peu autre chose ?

D.S. : Ils sont des archétypes plus que des êtres. Les rôles que j'ai créés vont au-delà des personnages. Je n'ai d'ailleurs pas voulu que ces êtres dialoguent entre-eux : le film est une succession de monologues, parce que les gens y sont des solitudes.

En fait, devant ces êtres, la grande question était : qui a encore peur ?

T.S. : Est-ce que ton film est inscrit dans un temps historique précis ?

D.S. : Absolument pas. C'est un film qui n'a rien à voir avec toute psychologie contemporaine. D'un certain côté il découle du XIX^e siècle allemand, d'un autre il est une science-fiction. *L'Ombre des Anges* pourrait bien être la vision des ruines de l'époque du plastique !

T.S. : Tu parles du XIX^e siècle, mais ne peut-on pas remonter plus loin, jusqu'à la Bible ?

D.S. : Oui, c'est possible. J'ai voulu ce langage issu de la Bible parce que, pour moi, le cadre de cette histoire aurait très bien pu être Babylone et Nabuchodonosor. Pendant le tournage, je m'imaginai que l'action se situait dans la nuit, près du palais de Nabuchodonosor et que les mots de Dieu étaient inscrits sur les murs pour dire à l'homme : « On t'a pesé et tu étais trop léger. »

T.S. : Et le XIX^e siècle allemand, pourquoi ?

D.S. : Le romantisme est un mouvement très important. C'est l'époque où les romanciers et les poètes ont parlé de l'angoisse et je crois que le désir de mort qui pénètre Lily provient de ce courant-là. Et puis, le XIX^e siècle c'est également l'époque de la grande poussée philosophique allemande — et c'était une pensée de véritables visionnaires !

T.S. : Comment peux-tu parler du personnage du Juif ?

D.S. : D'abord, il n'est pas UN personnage ; il est une espèce de synthèse de l'évolution des juifs en Allemagne. Sous Frédéric le Grand, les lois voulurent que le seul métier pos-

sible pour un juif fut l'argent — le commerce de l'argent, donc les banques. Après, c'est ce qu'on lui a reproché. Mon « juif » est le résultat de cette évolution illogique. C'est quelqu'un qui joue le jeu du pouvoir, mais qui sait très bien que l'antisémitisme sévit encore.

T.S. : Que penses-tu des attaques faites contre ton film ?

D.S. : Que c'est de la diffamation et que j'en ai beaucoup souffert, étant moi-même juif ! Mais le philosémite

est aussi dangereux que l'antisémite !

T.S. : Pourquoi, à la fin, Lily doit-elle mourir ?

D.S. : Devoir est exactement le terme qu'il faut. Elle meurt parce qu'elle est devenue un être solitaire. Les autres prostituées l'ont lâchée sous prétexte qu'elle avait trahi à la fois l'homme — le client — et la femme. Qui plus est, elle est arrivée à l'angoisse maxima ; seule la mort peut lui apporter une vérité, un repos.

T.S. : *L'Ombre des Anges*, un film désespéré ?

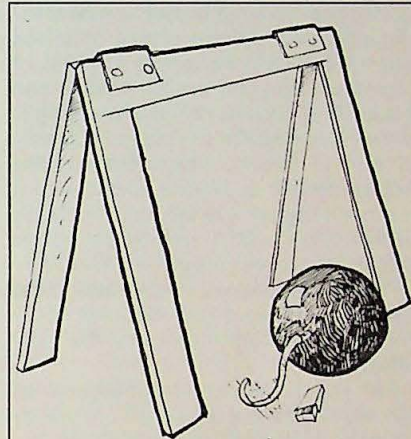
D.S. : On sait bien que l'espoir a été inventé pour ceux qui n'en ont pas ; mais je ne suis pas totalement désespéré... Je crois encore à une lumière, à un rayon de soleil. Mais l'angoisse existe et, tu sais, c'est dur de parler de l'angoisse.

propos recueillis par
Fabian GASTELLIER ■

Dans le Monde daté du 23 février, Claude Lanzmann, répondant à Gilles Deleuze, croit bon d'éreinter notre collaboratrice Fabian Gastellier à propos de l'article qu'elle avait consacré au film de Daniel Schmid, *L'Ombre des Anges* (Tribune socialiste n° 728, du 3 au 9 février).

Faut-il l'avouer ? Nous pensons ne mériter ni cet excès d'honneur, ni cette indignité, et le ton terroriste qu'emploie Claude Lanzmann, a de quoi déconcerter. Sans révoquer en doute a priori ses remarques à propos du film, nous ne pouvons accepter l'accusation d'antisémitisme, qu'il croit devoir lancer contre nous. Non pas parce que nous sommes « de gauche, par statut ontologique, [et] à ce titre infallibles » comme l'écrit Lanzmann. Mais parce que nous avons toujours, en toutes circonstances, dénoncé l'antisémitisme, au même titre que le sionisme. M. Lanzmann ne serait-il sensible qu'au premier ? Que le film de Daniel Schmid puisse prêter à confusion, nous ne le nierons pas : en témoigne la polémique qu'il déclenche. Mais son antisémitisme présumé n'est peut-être pas si clair. Nous donnons la parole à Daniel Schmid lui-même, juif comme M. Lanzmann, et qui a accordé à Tribune socialiste, avant que ne s'ouvre le débat, un entretien qui fait justice de l'inadmissible reproche que nous adresse Claude Lanzmann : celui d'avoir, par « un assez ignoble travestissement gauchiste », justifié l'antisémitisme intentionnel du film en n'y voulant voir qu'une dénonciation du capitalisme et du pouvoir.

La rédaction □



théâtre

● La jeune fille Violaine de Paul Claudel. Le jour contre la nuit ; l'obscurité extérieure et la lumière de l'âme : voici la seconde et magnifique version de ce qui allait donner naissance, dix ans plus tard, à *L'Annonce faite à Marie*. Beaucoup plus beau que cette dernière pièce, le texte de 1899 est un long poème d'une incroyable violence intérieure, très difficile à mettre en scène. Aidé par un décor superbe — nu et blanc — par des extraits de deux symphonies de Bruckner, en accord total avec le texte, Jean-Pierre Dusseaux a réalisé un très beau spectacle où, enfin, le « verbe » claudélien retrouve sa grandeur.

On peut regretter que Jacques Hury ne soit pas celui qu'on attendait, mais il y a Mara (Chantal Bronner) et Violaine (Catherine Gandois) pour faire décoller cette pièce dont la grandeur, quelquefois, nous fait vaciller. (Biothéâtre Opéra : 261.44.16). ■

● Le nouveau monde de Villiers de l'Isle Adam. Villiers de l'Isle Adam, comique conscient ou inconscient ? Peu importe... Jean-Louis Barrault a choisi de s'en donner à cœur joie et de bousculer avec humour l'auteur des *Contes cruels*. Anny Dupréy est une irrésistible mante religieuse dans ce oéo-western qui assure une joyeuse soirée. (Orsay : 548.38.53) ■





SF à gogo

Julio Cortazar : un fameux Cronope

L'écrivain argentin Julio Cortazar, dont le dernier roman, *le Livre de Manuel* (1) (prix Médicis 75), en même temps qu'un événement pour la littérature de langue espagnole constituait un acte politique véritable dans un continent où l'art et la littérature sont de tenaces et virulents bastions pour l'expression libre, pour la résistance à l'oppression et à la bêtise organisée, nous livre les dessous de son regard avec les courtes histoires (poèmes ?) des *Cronopes* et *Fameux* (2) apparemment « sans queue, ni tête », mais en fait d'une grande logique, si on en accepte les règles et la philosophie sous-jacentes.

Logique très corrosive qui fait apparaître l'arbitraire et les limites de la logique du « bon sens ». Parce qu'après tout, qu'est-ce donc que la « réalité » ? Le monde de l'imaginaire n'est-il pas aussi « réel » que le réel pauvre et limité des soi-disants réalistes ? Qu'est-ce que la « vérité » des choses, des événements ? Le regard poétique, qui capte les rapports et les significations cachées, n'en est-il pas plus proches que le regard empirique, à ras du sol. Et, de toute façon, l'essentiel n'est pas de ramener à jour des significations figées mais d'en créer de nouvelles.

Par regard poétique entendons un certain regard qui dérange l'ordre établi des choses et des évidences acquises. Ce regard, subversif parce qu'il touche au fondamental, est celui des Cronopes, à l'opposé du regard « en surface » naïvement réaliste, utilitaire et borné (puisqu'il n'agrandit et ne change en rien notre perception du monde) des Fameux (la bonne bourgeoisie cossue et pratique ?) et des Espérances (la petite bourgeoisie et tous les timorés, les aigris, tous ceux qui ont la vue basse).

Là où le Fameux croit tout simplement qu'un arbre est un arbre et qu'un arbre cela sert à donner des fruits ou à abriter du soleil, là où les Espérances ne verront que l'encombrement (l'anarchie) des feuilles mortes qui, l'automne, recouvrent les trottoirs, que la gêne des insectes attirés par la verdure et les fruits, le Cronope, lui, verra en cet arbre tout aussi bien une femme coiffée, « à l'afro » qu'une réincarnation de son grand-père ou encore, bel et bien un arbre mais doué de parole et capable, pris de folie, de se déraciner sous ses yeux rien que pour l'embêter...

De même, Fameux et Espérance suivant à la télé le dernier discours du président de la République — un fameux Fameux celui-là — trouveront tout nature de voir Monsieur le Président, bien sage dans son écran, ouvrir et refermer la bouche ainsi qu'il est d'usage dans un discours officiel. Alors que pour le Cronope, ce n'est jamais aussi simple. Parce qu'il est bien possible que le président enjambe l'écran et vienne le traiter de gauchiste ou d'adolescent retardé, à moins qu'il ne lui demande de partager avec lui son dîner (ce dont notre Cronope qui,

comme tout Cronope qui se respecte ne tient pas les Fameux dans son cœur, n'a aucune envie).

Le président peut aussi rester à sa place et aspirer le Cronope de sa bouche tentaculaire. Quelle gourmandise qu'un Cronope pour un Fameux, président de la République !

Marion LAY ■

(1) Paris Gallimard, 1975, coll. « Du monde entier ».

(2) Fameux et Cronopes, traduit de l'espagnol par Laure Guille-Bataillon, Gallimard, « Du monde entier », 176 p., 27 F.

Les écrivains de science-fiction (SF) aiment bien raconter des histoires de fin du monde. Depuis *La guerre des mondes* du socialiste Wells (Gallimard, coll. « Folio »), notre planète a dû subir maintes invasions destructrices, des vagues de froid, des coups de chaleur et des tas de guerres nucléaires.

SF-catastrophe qu'il n'est pas désagréable de lire bien à l'abri dans son fauteuil, les pieds au chaud.

Aujourd'hui, la quasi-totalité des récits de SF s'orientent vers une description hyper réaliste de notre propre mort. Ce n'est plus « pour se faire plaisir », ou « pour se faire peur ». Mais le constat concret de la faillite de la civilisation occidentale qui à coups de pollution généralisée et de guerres larvées, ou non, court à sa perte.

Futur année zéro, une anthologie publiée par Alain Dorémieux chez Castermann (coll. « autres temps, autres mondes ») arrive à point pour le prouver. Neufs récits d'écrivains américains publiés de 1968 à 1972 au moment où les USA découvraient, avant nous, la question écologique. Et cette juxtaposition de textes d'Effin-

ger, de Harry Harrison (celui de *Soleil vert*, la nouvelle publiée ici a servi de point de départ au roman, puis au film), de Silverberg, de Norman Spinrad, tous des auteurs professionnels et bourrés d'idées chocs, est révélatrice. *Future année zéro* raconte neuf fins du monde en douceur, en filigrane. Exactement comme nous mourrons sans nous en apercevoir, une centrale nucléaire par-ci, un peu trop de colorants par-là.

On lira toutes ces horreurs quotidiennes avec un petit pincement au cœur : et si c'était des histoires vraies ? Dans *Continent perdu*, Spinrad nous fait visiter New York en ruines (ne pas oublier son masque, à cause de la radioactivité et de la corrosion de l'air). Evelynne Lief, avec *L'inspecteur* nous raconte une répression sauvage d'émeutes populaires, Ed. Bryant nous amène *Parmi les morts* quelques jours après une guerre bactériologique, en compagnie de trois survivants planqués dans une crypte cryogénique, forcés de manger les cadavres surgelés qui attendaient là une hypothétique résurrection.

Autant de cauchemars que la SF politique d'aujourd'hui, en nous prévenant, peut nous aider à éviter.

Bernard BLANC ■

gros-câlin

Ça se lit d'une traite (1). C'est plutôt déroutant. Plein de tendresse et d'humour. Ça n'a ni queue ni tête, encore que...

L'attachement d'un employé à un serpent python qui s'acquitte également d'une souris : là les problèmes commencent. Tout se complique encore plus quand Mlle Dreyfus (qui est Guyanaise comme son nom l'indique) rentre dans la ronde. Il y a une lettre pas piquée des vers adressée au professeur Lortat-Jacob et à l'Ordre des médecins.

Petit roman sur la solitude, la ville où l'on vivote, le manque et le désir d'affection. Très salubre. Et pas triste du tout.

Christian HERVE ■

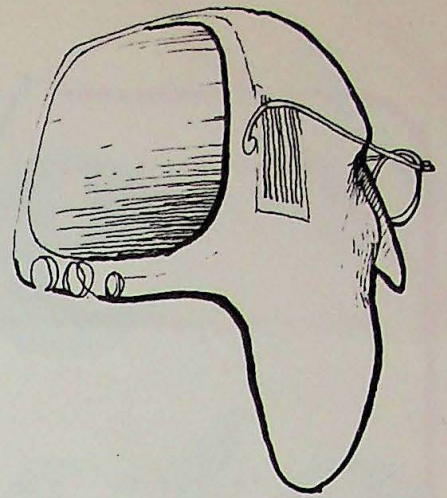
(1) Emile-Ajar, *Gros-câlin*, Paris, Gallimard, coll. « Folio » réédition. Du même auteur, *La vie devant soi* (Mercure de France), *Pseudo* (Mercure de France).

voyages

Du vol sur Concorde au billet de train, pour vos déplacements petits et grands, adressez-vous à Découverte, Culture et Loisirs (DCL) et Z-voyages dont voici la nouvelle adresse :

13, rue du Vert-Bois, Paris 3^e.
Tél. : 278.64.01.





points de vue

Un vaudeville merdique, un navet de première, quelques « programmes minimaux » : maigre butin pour notre semaine. A se demander vraiment, ce qu'on fait, vissé à sa télé. Et pourtant, si l'on en croit les sondages, les pourcentages d'audience, nous sommes une dizaine de millions de citoyens à nous « attarder ».

Du nouveau sur Antenne 2, malgré tout. Jean-Pierre Elkabbach débarque, à grand fracas, en tant que directeur de l'information muni des « pleins pouvoirs ». Il vide du monde, et d'abord l'intermittent et vain Cavada dont la carrière prometteuse fait du coup un détour imprévu... Elkabbach s'attaque d'arrache-pied à une nouvelle mise en scène de l'actualité. L'objectif ? inventer un journal inédit, une autre façon de rapporter l'événement — en d'autres termes, plus crus : tenter de gratter un public qui s'entête, aux mêmes heures, à laper sa soupe sur TF1 avec Gicquel...

On peut déjà se faire une idée à l'édition de 20 heures. Quelques bons points : des images, beaucoup d'images, du bon reportage, même si les caméras, pour faire « neuf », tombe parfois dans la coquetterie, l'angle de vue gratuit. Cela ressemble un peu plus à de la télé, un peu moins à de la radio filmée. Par ailleurs, bien qu'Elkabbach soit très présent, on joue moins la « personnalisation », la carte du « présentateur-vedette », complice, intime, rassurant, rayon-de-soleil-dans-la-grisaille-du-quotidien... Enfin, l'éventail des sujets traités semble plus ouvert, les limites des tabous plus reculées : Seveso, la grève des comédiens, les bombes « sales » made in USA, la « participation » dans la commune (Hérouville, pas Louviers, mais quand même...).

Marchais : grognon, teignard

Cependant, reprenant la formule rôdée à France-Inter (13-14), la nouvelle équipe table beaucoup sur l'« invité ». Or, ces invités appartiennent toujours au même monde, au show ou au politic business ; il s'agit toujours de ces quelques dizaines de personnalités que les mass-media se renvoient d'une tranche d'antenne à l'autre — ce qui fait d'ailleurs leur fortune...

Mardi soir, on a eu droit à un « scoop » : une rencontre en direct du « dissident soviétique » (selon la formule désormais consacrée) Almarik et de Georges Marchais. Elkabbach s'est fait un peu bousculer, un peu déborder par un Marchais grognon, teignard — venu là, certes pour affirmer l'attachement du PCF aux libertés et sa condamnation de toute répression pour délit d'opinion, mais

non point décidé à lâcher trop de lest... « Scoop » dans le « scoop » : le secrétaire général a annoncé que les propos de Corvalan rapportés dans le *Nouvel observateur* étaient « erronés »... Ça nous promet des joyeux setés dans Landerneau.

bête et raciste

Le vendredi 18 février, on s'était laissé aller à regarder *Au théâtre ce soir* sur TF1, par faiblesse pour les yeux en boutons de bottine de Daniel Prévost, et la bizarrerie comique de ses réactions à retardement... Las ! *Attends-moi pour commencer* : du boulevard, bien sûr, mais du boulevard à prétention moderniste, avec argot à la clé, toute la vulgarité de la bourgeoisie qui joue à s'encanailler. Un des grands moments : celui où

Michel Roux, tel Hamlet méditant sur un crâne, épilogue en contemplant un slip... Ce n'était pas simplement mauvais, ou insignifiant : pas une idée, pas un mot vrai, cela vise sciemment au plus bas, au plus facile ; cela méprise carrément le public : merci. M. Sabbagh ! On ose souhaiter que la longue grève des acteurs qui vient de s'achever n'aura pas pour résultat premier la multiplication de ce genre de spectacles.

Autre catastrophe : « notre » film du dimanche soir (TF1) : *La valise...* un Lautner à message. En gros : Arabes, Juifs et Français peuvent s'entendre comme larrons en foire, pour peu qu'ils soient agents secrets et qu'ils rencontrent au même bar Mireille Darc... C'était tout bêtement raciste, sioniste, cocoricant, et pas léger, léger. Comme quoi on ne peut pas rire ou faire rire de tout — du moins pas Lautner.

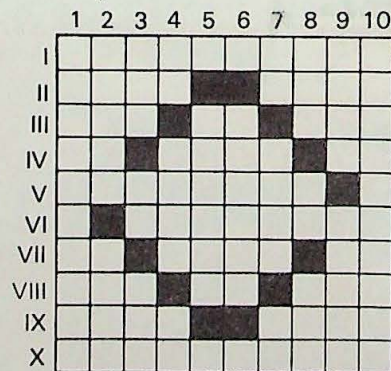
Enfin, une « lectrice fidèle » (comme il se doit), nous signale une émission *Atomes et électricité*, sur TF1, qui, le mercredi après-midi, initie gentiment les enfants, à l'aide de dessins animés, aux pourquoi et aux comment de l'énergie nucléaire. En toute objectivité, en toute technicité : « il y avait autrefois le charbon ; maintenant, il y a une autre énergie bien propre qui se concocte dans de belles centrales rutilantes, bien fermées, comme des cocottes-minutes... ».

On vous le dit, c'est pas la peine de dialoguer avec ses gosses pendant le week-end si la télé vous détricote votre pédago le mercredi !

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Problème n° 15



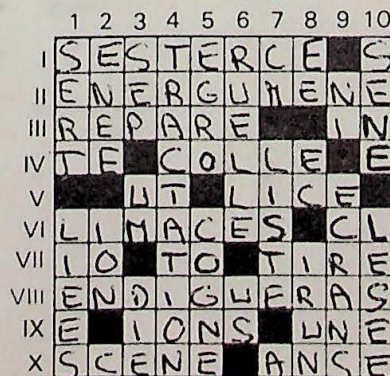
Horizontalement

I. N'est pas pour la détente, où alors c'est dangereux ! II. Où l'opposition socialiste s'affirme - poursuit. III. Posséda - démonstratif - certains tapent dedans. IV. Une partie de sbires - sort ses griffes en Amérique - interjection. V. En révolte en Amérique. VI. N'ira pas loin dans ce sens-là. VII. En trop - de droite à gauche : droite ou gauche - c'est bien là. VIII. Présents - voyelle doublée - des féculents qui valurent de l'or. IX. Rien de l'empêche de voir grand - un sort pour le fretin. X. Peut faire gravir des échelons.

Verticalement

1. Fit le curieux. 2. Sort ses griffes en Amérique - hymne. 3. Existe - aux bouts du programme - c'est comme ça ! 4. En Corse - remue beaucoup d'air - négation. 5. Se réserve la grosse part de plusieurs fromages. 6. Y'a pas gras ! 7. Article - que d'ennuis - sigle fasciste. 8. Ya-t-il du nouveau ? - exclamation - c'est l'époque. 9. Etat - reste, paraît-il. 10. Mis de côté en vue du casse-pipes.

Solution du problème n° 14



sélection TV

Vendredi 25 février à 20 h 30 sur FR3, dans la série « Ailleurs », municipales : la guerre des clans, un exemple suisse.

A 21 h 30 sur Antenne 2, « Apostrophes » : le surréalisme est-il entré dans les mœurs ?

Samedi 26 février à 20 h 30 sur FR3, retransmission lyrique, *Didon et Enée*, opéra de Nahumtate.

Dimanche 27 février à 21 h 30 sur Antenne 2, le *Monologue d'Hamlet* de Jules Laforgue, mise en scène de Jacques Spiesser, réalisation Nina Companez. Poème en prose plein de fantaisie verbale.

A 21 h 30 sur FR3, spécial cinéma : *Casanova Fellini*. A propos du tournage de Canasova à Cinecittà : comment travaille-t-on avec Fellini ?

Lundi 28 février à 20 h 30 sur FR3, un film : *le Couteau dans la plaie* d'Anatole Litvak. Trente minutes d'angoisse assez bien réussies.

A 20 h 30 sur TF1, film THX 1138 dans la série « l'avenir du futur ». Le bonheur des hommes sans le pouvoir absolu des machines. Le film est suivi d'un débat : les angoisses de l'an 2000.

A 21 h 55 sur Antenne 2, *A perte de vie...* Jacques Prévert. Un « collage » de textes pris dans son œuvre.

Mardi 1^{er} mars à 20 h sur FR3, *Dialogues* : « La révolution biologique ». Les enjeux de la biologie moderne sous un mode un peu trop optimiste avec le Pr François Gros et le Dr Escoffier-Lambiotte.

A 20 h 30 sur Antenne 2, « les Dossiers de l'écran » : *L'incident*. Deux voyous sèment la terreur dans un wagon de métro. L'attitude des voyageurs. Thème du débat : l'insécurité des citoyens face à la violence.

A 21 h 30 sur TF 1, les peintres naïfs italiens.

Mercredi 2 mars à 20 h 30 sur TF1, *le Lieutenant Karl* de Jules Roy. Réflexion sur la désobéissance militaire et l'honneur sans gradiloquence.

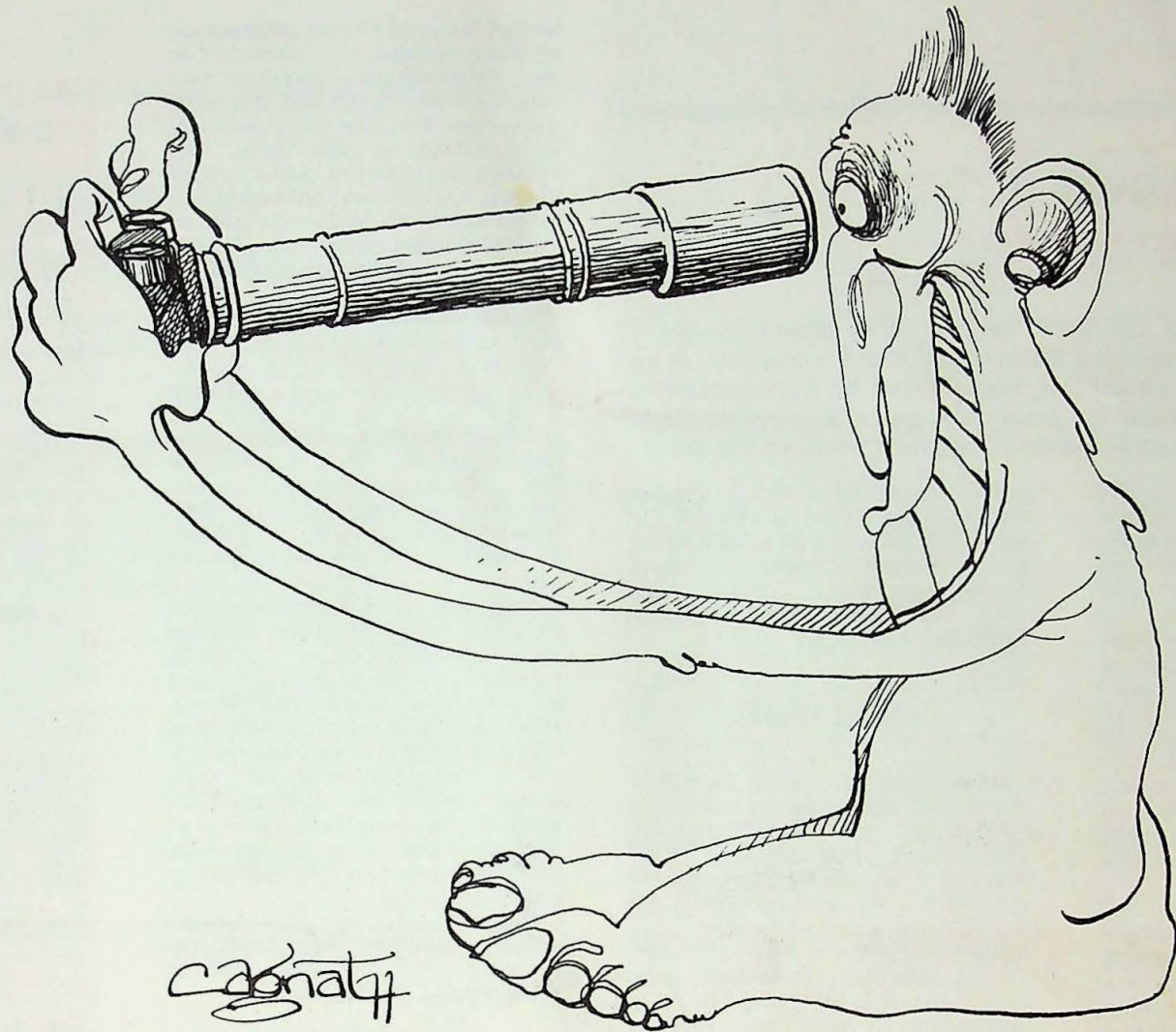
Jeudi 3 mars à 22 h sur Antenne 2, documentaire *l'Histoire du pays du Bon Dieu*. Une fable qui retrace la quête d'un jeune homme et son itinéraire symbolique à travers la culture traditionnelle et les réalités tunisiennes.

Vendredi 4 mars à 21 h 30 sur FR3, les grandes batailles du passé. *La bataille de Grunwald-Tannenberg 1410*. Pour les Polonais une grande date dans leur histoire : à la fois une grande victoire et le symbole de la patrie perdue.

A 22 h 47 sur Antenne 2, « ciné-club » : *Lancelot du Lac* de Robert Bresson (1974). Peut-être l'un de ses plus beaux films. ■

vous êtes concernés à vos appareils !

« concours photo »



les lecteurs de TS témoignent et se racontent...

Aider « Tribune socialiste » ! Participer à sa réalisation ! Oui, mais comment ? Lorsqu'on ne sent ni les capacités, ni l'âme d'un journaliste, il existe la photographie.

La nouvelle formule de *TS* est grande consommatrice d'illustrations qui nous sont facturées. Il nous est apparu nécessaire de faire appel (une fois de plus) aux lecteurs et aux sympathisants, afin de constituer une phototèque.

L'idée reste à concrétiser. Nous organisons donc un concours-photo qui prendra fin le 15 mai 1977. Le choix des thèmes est laissé à l'initiative des participants. Nous publions la liste suivante à titre indicatif : meetings, rassemblements, fêtes, galas, le Travail, l'École, les transports, les loisirs, la culture, l'information, la pollution, l'urbanisme, la consommation, la vie quotidienne, etc.

règlement

- *TS* organise du 1^{er} mars au 15 mai 1977 un concours photo : « les lecteurs de *TS* témoignent et se racontent ».
- Le concours est ouvert à tous : photographes professionnels, amateurs ou occasionnels.
- Il suffit, pour participer, de nous faire parvenir avant le 15 mai 1977 une ou plusieurs photos d'un format minimum de 13x18 et de 24x30 au maximum, tirées sur papier noir et blanc.
- Les envois seront adressés à *Tribune socialiste*, 9, rue Borromée, 75015 Paris, au service documentation avec la mention « concours photo ».
- Les photographes autorisent la reproduction de leurs photos dans *Tribune socialiste* et indiqueront au dos : leur nom et adresse ainsi que la mention « concours photo mai 77 ; droits réservés à la rédaction ».
- Nous rendrons compte régulièrement du déroulement du concours dans les colonnes de *TS* et nous publierons, chaque semaine, le cliché retenu par le « collectif photo ».

(les clichés humoristiques seront les bienvenus dans tous les thèmes...).

Un stand sera mis à notre disposition lors de la prochaine fête du PSU, pour exposer les meilleurs clichés 24x30. Les formats inférieurs ne seront utilisés que pour les besoins du journal.

Notre choix tiendra compte des critères esthétiques et techniques, mais aussi de l'aspect témoignage et de la valeur documentaire.

Tribune socialiste réserve sa page vingt-quatre à la parution des photos sélectionnées. Les autres resteront en notre possession et seront éventuellement utilisées pour l'illustration d'articles.